

le Canard Libéré



Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Quinzième année N°667 vendredi 12 novembre 2021 - 8 DH - Directeur de la publication Abdellah Chankou

Mode opératoire
innovant

Bienvenue à Clandestins Airlines

P6



Coup de froid sur la levée du couvre-feu

P6

Discours royal du 6 Novembre Le Roi siffle la fin de l'ambivalence



P3

La troisième injection ne soulève pas les foules

La dose de trop ?



La réticence de la population-cible, les seniors et les personnes souffrant de maladies chroniques, à dire oui à une injection censée renforcer leur immunité trouve son origine dans la peur de complications sérieuses post- vaccinales.

P8

LE MAROC PROFOND GRELOTTE DE FROID...



Confus DE CANARD

Tourisme tout-incompris

P2



Déconfiné
de Canard

Côté

BASSE-COUR

Les vaccins chinois reconnus
en Grande-Bretagne

P3

Tourisme volcanique

P4

Gesticulations algériennes



Un curieux
chantage...
au suicide !

Par Hassan Benaddi

P10

L'entretien -à peine- fictif
de la semaine

Nabila Mounib



Je suis
majeure et
non vaccinée

P12



Confus de Canard



Tourisme tout-incompris



Abdellah Chankou



«Il ne nous reste plus qu'à transformer nos hôtels en unités Covid et notre parc roulant en ambulances», lance en guise de boutade un grand baroudeur du tourisme national. Cette saillie traduit l'état d'esprit de nombreux opérateurs du secteur qui ont du mal à rebondir face à une crise sanitaire qui ne cesse de jouer les prolongations. Vive, donc, l'économie de la guerre... du Covid, la seule qui affiche une prospérité insolente, visiblement bien partie pour durer ! Pas plus rassurés qu'au début de la pandémie, les représentants des professionnels du tourisme national sont sortis de la réunion du mardi 2 novembre avec la ministre de tutelle Fatim Zahra Ammor avec un sentiment mitigé. Si cette dernière s'est engagée à accélérer la mise en œuvre des mesures d'urgence en faveur d'un secteur très sinistré, les opérateurs, eux, n'ont toujours pas obtenu l'essentiel : une visibilité sur le devenir de leurs professions et des métiers du tourisme qui leur permettrait de se projeter dans l'avenir. En cause, la résilience phénoménale de cette pandémie hautement anxiogène qui accouche de vagues successives d'infections au Covid, empêchant les acteurs du secteur de voir pour de bon le bout de tunnel. Ce « stop and go », qui inscrit l'épidémie dans un temps long préjudiciable à la reprise touristique, fait peser au-dessus de la tête des opérateurs l'épée

Sans capitaux, matériel et humain, l'on voit mal comment la reconstruction du secteur et sa durabilité peuvent être assurées nonobstant les efforts appréciables de l'ONMT et de ses équipes dynamiques en vue de la reconquête des parts de marché perdues par la destination Maroc.

de Damoclès des suspensions soudaines de vols avec les pays qui enregistrent un regain des contaminations, jugé grave par le ministre de la Santé Khalid Aït Taleb comme ce fut le cas récemment avec l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Mesure extrême difficilement compréhensible s'il en est, qui nous rappelle celle des débuts du Covid, puisque les autorités auraient, à l'instar de nombre de pays touristiques, pu exiger des passagers étrangers de produire un test-PCR négatif. Une telle approche aurait fait éviter des annulations de réservations en cascade qui ne font qu'aggraver le cas d'un secteur à l'agonie tout en décrédibilisant la signature du Maroc aux yeux des TO qui ont justement du mal à concevoir qu'ils ne soient pas prévenus à l'avance avant de suspendre les vols aériens. A peine le tourisme a-t-il sorti la tête de l'eau qu'il reçoit un coup de massue dessus. Et ce jeu mortifère dure depuis bientôt

deux ans. Résultat : les plus fragiles parmi les prestataires, qui n'ont pas une bonne assise financière, ont rendu l'âme depuis plusieurs mois tandis que les plus solides ne peuvent pas, selon certaines sources, résister au-delà de juin 2022. Question de pression permanente sur la trésorerie du fait de l'insuffisance des recettes et de la chute vertigineuse du chiffre d'affaires. Facteur aggravant, l'industrie touristique nationale a juste bénéficié d'un sursis sous forme de moratoires et autres reports de crédits bancaires là où leurs collègues européens ont obtenu des aides directes de l'État étant donné que la crise sanitaire relève de la force majeure.

Quant au soutien accordé par les pouvoirs publics via le Fonds anti-Covid, il n'a pas dépassé l'indemnité modique de 2.000 DH par mois, accordée au personnel des hôtels, transporteurs et autres agents de voyage. Or, cette subvention est largement insuffisante face à l'ampleur de la crise qui, selon les estimations de l'OMT, fera perdre au tourisme national qui pèse quelque 6,8% du PIB, la bagatelle de 138 milliards de DH entre 2020 et 2022. Sauf à injecter des fonds d'aide dans les entreprises touristiques exsangues, ce passif colossal est difficile pour ne pas dire impossible à résorber et agirait comme un boulet susceptible de plomber, voire de compromettre une relance future de l'activité. Plus pessimistes, certains évoquent le scénario de la disparition si rien n'est fait pour sauver le secteur qui paie le plus lourd tribut au Covid.

Structurel, un tel déficit est accentué encore plus par une autre hémorragie, celle des compétences. Les cadres hauts et moyens, qui touchaient des salaires assez conséquents, ont quitté, la mort dans l'âme, des employeurs désespérés qui n'ont plus les moyens de les rémunérer comme avant pour embrasser d'autres activités. La reprise risque, là aussi, d'être fortement handicapée par cette pénurie de techniciens expérimentés que les entreprises touristiques ont mis des décennies à former. Sans compter les milliers d'emplois détruits dont les victimes sont allées renforcer la cohorte des chômeurs longue durée.

Sans capitaux, matériel et humain, l'on voit mal comment la reconstruction du secteur et sa durabilité peuvent être assurées nonobstant les efforts appréciables de l'ONMT et de ses équipes dynamiques en vue de la reconquête des parts de marché perdues par la destination Maroc. L'équation est complexe. La résoudre implique de comprendre une fois pour toutes que le virus ne disparaîtra pas malgré les vaccins administrés même en surdose, et qu'il faut apprendre à vivre avec en assouplissant au maximum les mesures de restriction. C'est cela la nouvelle normalité à laquelle tout le monde doit s'adapter au lieu de verser, en continu, dans la peur par anticipation de nouvelles contaminations venues d'ailleurs. Tuer toute une économie, pourvoyeuse de devises et d'emplois, parce que le Covid a décidé de vivre encore longtemps parmi les humains équivaut au suicide de tout un pays. ●



Côté BASSE-COUR



Discours royal du 6 Novembre Le Roi siffle la fin de l'ambivalence



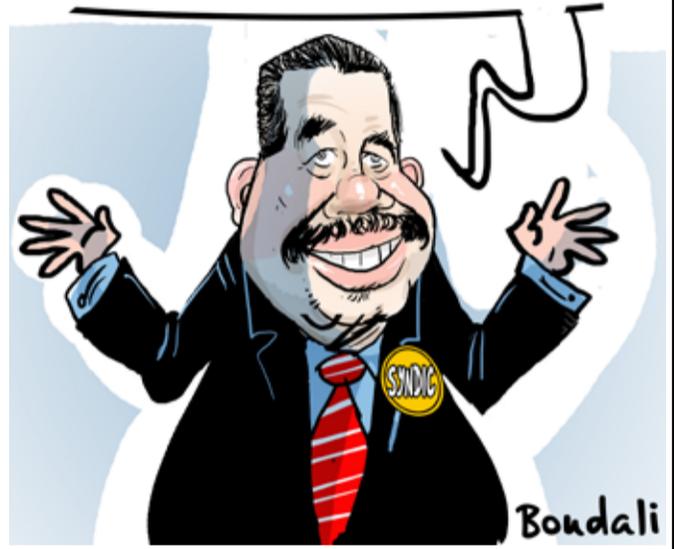
Le discours, prononcé par le souverain le 6 novembre 2021, à l'occasion du 46^{ème} anniversaire de la Marche Verte, était très attendu. Les observateurs attendaient en effet la réponse royale après la dernière escalade des généraux algériens du mercredi 3 novembre qui ont menacé d'en découdre avec le Maroc suite à la mort de trois ressortissants algériens, faussement attribuée aux forces armées marocaines. Mais le souverain a superbement ignoré le voisin de l'Est et ses gesticulations désespérées, préférant parler du Sahara marocain et de son avenir prometteur en sifflant la fin de la duplicité. Le discours royal du 6 Novembre est porteur justement de messages clairs et fermes à l'adresse des adeptes de l'ambivalence sur le sujet de la cause nationale. « A ceux qui affichent des positions floues ou ambivalentes, nous déclarons que le Maroc n'engagera avec eux aucune démarche d'ordre économique ou commercial qui exclurait le Sahara marocain ». C'est clair et net et précis. Désormais, seuls les partenariats étrangers qui considèrent le Sahara marocain comme une partie intégrante du Royaume sont les bienvenus. L'avertissement s'adresse principalement à l'Union européenne dont la justice s'amuse depuis plus d'une décennie à annuler les accords, agricole et halieutique, signés entre le Maroc et Bruxelles sur la base de recours introduits par une bande de mercenaires baptisée « Polisario », dépourvue qui plus est de toute existence légale pour ester en justice. Ce qui revient à dire que les tribunaux de l'UE, dont les lois et le droit prévalent sur ceux des États membres, légitiment la démarche d'une entité chimérique au détriment des intérêts suprêmes du partenaire le plus important de l'UE dans le sud de la Méditerranée. « Nous tenons à exprimer notre considération aux pays et aux groupements qui sont liés au Maroc par des conventions et des partenariats et pour qui nos provinces du Sud constituent une partie intégrante du territoire national », a en revanche précisé le souverain qui a rappelé à ceux qui l'auraient oublié que le « Sahara n'est pas à négocier ». La reconnaissance en décembre 2020 par Washington de la souveraineté du Maroc sur ses provinces du sud représente un point de bascule dans ce conflit artificiel créé de toutes pièces par l'Algérie ennemie que le souverain n'a pas par ailleurs mentionné une seule fois dans son discours malgré les derniers actes hostiles et gesticulations haineuses de ses gérontocrates à l'égard du Royaume. ●

La BCP intègre le système de paiement BUNA

Première marocaine en matière bancaire, la BCP vient de finaliser, en tant que participant direct, son adhésion à la plateforme de paiement BUNA. BCP devient ainsi la toute première banque marocaine à intégrer ce système régional de paiement transfrontalier. Ses clients pourront désormais bénéficier de délais de traitements plus courts et de solutions modernes pour leurs transferts transfrontaliers dans le monde arabe. Lancée en février 2020 par l'Organisation régionale arabe pour la compensation et le règlement des paiements (ARPCSO), filiale du Fonds Monétaire Arabe (AMF), BUNA est une plateforme multidevises centralisée qui prend en charge les paiements transfrontaliers en devises locales et internationales éligibles dans la région arabe et au-delà. Le renforcement du réseau BUNA vise à accroître les opportunités d'intégration financière des pays arabes, et à soutenir les liens économiques et d'investissement avec leurs principaux partenaires commerciaux. ●

CHABAT VEUT CRÉER SON SYNDICAT

C'EST LE MINIMUM SYNDICAL
POUR QUE JE CONTINUE A
EXISTER POLITIQUEMENT...



L'AMEE primée par Energy Globe National Award 2021

Le projet de l'Agence marocaine pour l'efficacité énergétique (AMEE) visant à promouvoir l'adoption de systèmes de pompage photovoltaïque pour l'irrigation goutte-à-goutte a été primée par Energy Globe National Award 2021. Prix prestigieux qui récompense chaque année des projets durables à travers le monde, l'Energy Globe National Award 2021 a été remis au directeur général de l'Agence, Saïd Mouline, jeudi 4 novembre lors d'une cérémonie organisée à la résidence de l'ambassadeur d'Autriche à Rabat. L'AMEE a été récompensée pour ses initiatives liées à la mise en place de programmes ambitieux dans le domaine de l'efficacité énergétique dans l'agriculture, notamment dans

le volet « pompage solaire pour l'irrigation agricole ». Le projet marocain a été sélectionné parmi. Ce sont 3.000 candidatures issues de 180 pays qui ont proposé des projets liés à l'énergie renouvelable, la gestion de l'eau ou encore la transition énergétique. « C'est une transition énergétique qui touche tous les secteurs qui est primée aujourd'hui », s'est félicité Saïd Mouline qui a salué « la vision Royale qui avait donné, il y a dix ans déjà, la priorité aux énergies renouvelables ». De son côté, l'ambassadeur d'Autriche à Rabat, Klaus Kögler, a indiqué que la stratégie marocaine en matière de protection de l'environnement, des énergies renouvelables et de développement durable est un modèle pour l'Afrique. ●

Investissement

Aziz Akhannouch sonne la mobilisation

L'investissement ! C'est le cheval de bataille du Premier ministre qui sait mieux que quiconque son importance capitale dans la création de la croissance et de l'emploi dans le contexte actuel marqué par des défis multiples. C'est pour cela qu'Aziz Akhannouch a réuni, mardi 9 novembre à Rabat, les 12 directeurs des Centres Régionaux d'Investissement (CRI). Objectif : l'examen de l'ensemble des mesures nécessaires pour stimuler la relance économique à travers l'investissement et faciliter l'acte d'investir. Ont assisté à cette réunion, le ministre de l'Intérieur, Ab-



delouafi Laftit, le ministre délégué auprès du chef du gouvernement, chargé de l'Investissement, de la Convergence et de l'Évaluation des politiques publiques, Mohcine Jazouli et la ministre déléguée auprès du chef du gouvernement chargée de la Transition numé-

rique et de la Réforme administrative Ghita Mezzour, La réunion a porté sur la contribution des CRI à la mise en œuvre, au niveau régional, des politiques publiques en matière d'investissement. M. Akhannouch avait consacré le conseil de gouvernement du mercredi 27 octobre à l'investissement et les moyens à mettre en œuvre pour le stimuler dans le secteur privé. Ce conseil fait suite au Conseil des ministres présidé, le 17 octobre à Fès, par S.M le Roi Mohammed VI, qui a mis l'accent sur la nécessité de consolider les bases de la relance de l'économie nationale. ●

Les vaccins chinois reconnus en Grande-Bretagne

À partir du lundi 22 novembre 2021 à 4 heures du matin, le Royaume-Uni reconnaîtra les vaccins figurant sur la liste d'utilisation d'urgence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). En conséquence, les vaccinés Sinovac, Sinopharm Beijing et Covaxin issus de pays tels que les Emirats arabes unis, la Malaisie, l'Inde sont les bienvenus sur le sol britannique. La Grande Bretagne, qui reconnaît déjà le pass vaccinal marocain, s'aligne ainsi sur les États-Unis qui ont il y a quelques mois validé les vaccins homologués par l'OMS dont font partie les produits chinois. Suite à la décision britannique, les voyageurs marocains complètement vaccinés et munis de leur pass vaccinal ne sont pas obligés d'effectuer un test PCR avant leur départ, ni de s'auto-isoler à leur arrivée. ●



Déconfiné
de Canard

Côté BASSE-COUR



Le Parti du bon sens (87)

Du pain à volonté !



Par Nouredine
Tallal

Comme tous les matins, Lhaj Miloud est sorti chercher sa baguette à la boulangerie du coin... Et comme à chaque fois, il a dû patienter quelques minutes, le temps que les jeunes serveuses, encore mal réveillées, s'occupent des personnes présentes, sous le regard sévère de la patronne qui trônait majestueusement à la caisse... Deux ou trois dames,

bon chic bon genre, qui commandaient quelques viennoiseries en jetant, de temps à autre, un regard anxieux sur leurs rutilants 4X4, garés en double file... Et surtout une nuée de pauvres bougres qui faisaient une razzia sur le pain... Plusieurs fournées matinales suffisaient à peine à faire face à la demande... Du pain et rien que du pain! En dépit de tous les efforts des vendeuses qui essayaient désespérément de leur fourguer quelques croissants en sus... Il faut dire que ces boulangeries « de standing » se seraient bien passées de la vente de pain subventionné sur lequel elles ne réalisent guère de marge mais qu'elles considèrent plutôt comme un produit d'appel ! Sauf que la majorité des clients ne s'en laissaient pas conter, n'ayant d'ailleurs guère les moyens de succomber à la tentation des petits pains au chocolat aguicheur qui coûtent l'équivalent de cinq baguettes bien croustillantes ! Chacun repartait triomphalement avec son butin, une dizaine de pains au bas mot... De quoi assurer la subsistance de sa « petite » famille pour la matinée avant de remettre ça dès l'après-midi ! Du pain blanc bien doré et bien rond ou des « parisiennes » appétissantes qui vous mettent l'eau à la bouche, à un prix défiant toute concurrence !

Chacun sait que le pain constitue un aliment incontournable en ville comme dans nos campagnes... Et le Marocain ne peut pas s'en passer, quelle que soit l'heure de la journée... Tout comme le Chinois pour le riz ! A cette différence près que les Chinois produisent leur propre riz, quitte à louer pour ce faire de vastes étendues de terres en Afrique afin de subvenir aux besoins de leur population très nombreuse ! Du pain, on en trouve donc chez nous de toutes les formes et de toutes les variétés... Pour toutes les bourses aussi, même les plus démunies... Merci, la caisse de compensation ! Elle a développé chez les Marocains les plus pauvres l'illusion de l'abondance en développant chez eux une véritable addiction au pain blanc à base de blé tendre importé, le plus souvent de France... La France qui en exporte au Maroc, comme dans les autres pays du Maghreb, des quantités phénoménales chaque année... Ce n'est pourtant pas dans l'Hexagone que les gens peuvent se permettre d'acheter du pain en grandes quantités... Lhaj Miloud se souvient de ses années d'études à l'étranger où les gens commandent une seule baguette qu'ils emportaient précieusement chez eux, telle une denrée rare, et qui suffisait largement à leurs besoins quotidiens... Dans les restaurants universitaires qu'il avait assidûment fréquentés à cette époque, on se reconnais-

sait entre Maghrébins à la longueur de la pile de tranches de pains qu'on portait sur son plateau, au grand étonnement des « autochtones » qui se contentaient de deux ou trois morceaux, dans le meilleur des cas... Ceci, sans parler des précautionneux qui, à la fin du repas, vous sortaient un sachet qu'ils remplissaient pour le soir, indifférents aux regards effarés de leurs camarades gaulois... Histoire de faire honneur à l'incontournable « gamila », la fameuse gamelle, qu'on savourait en groupe, accompagnée de grandes rasades de thé enturbanné... Nostalgie du pays oblige !

Et pour cause, le prix était cinq fois plus cher qu'au Maroc ! Il faut dire aussi que le pain n'intervient dans l'alimentation des occidentaux que pour une modeste part... Alors que pour le Marocain, elle constitue l'aliment principal ! Comment voulez-vous autrement absorber la riche « mer9a » de nos savoureux tagines ? Bref, un observateur non averti pourrait déduire de ce constat que le Maroc est un grand pays producteur de blé tendre et qu'il en vend le surplus... Il fut, certes, un temps où nous en exportions de grandes quantités à nos amis européens... Période révolue depuis longtemps et qui remonte à « la jahilia » lorsque l'Afrique du Nord était le grenier à blé de l'Empire romain... Aujourd'hui, les temps ont bien changé et ce sont donc nos amis Français qui nous assurent notre pain subventionné quotidien... Sacrée subvention qui fausse les règles du marché au détriment des fonds publics et pousse à la consommation et au gaspillage ! Qui de nous n'a jamais vu des sachets pleins à ras bord de pains à peine entamés ? Et pas seulement devant des demeures opulentes ou des immeubles bourgeois mais même dans les médinas populaires et les bidonvilles où règnent chômage et misère...

La fiscalité, outre ses vertus redistributrices se doit d'être également incitative... Et ce, en éduquant les citoyens à de meilleurs comportements, en encourageant la production nationale et en combattant les réflexes de facilité préjudiciables à la collectivité... En subventionnant à tour de bras du blé importé, non seulement on crée une concurrence déloyale pour notre production locale de céréales, mais on perpétue une dépendance des consommateurs, et partant, de la nation envers des puissances étrangères pour notre alimentation de base... Certes, en vertu du principe économique libéral basé sur les coûts comparatifs, sur lequel Lhaj Miloud a planché longuement lors de ses lointaines études, il est préférable de se concentrer sur ce qu'on sait faire le mieux, et à moindre coût, et d'importer le reste... Mais en ces temps troubles, l'indépendance alimentaire n'est-elle pas plus que jamais de mise ? Exporter des fraises et des pastèques, pourquoi pas ? Mais si c'est simplement pour pouvoir payer le blé que nos ancêtres produisaient en abondance, à quoi bon ? Revenons aux sources et à nos bonnes vieilles traditions culinaires basées sur des céréales variées et nourrissantes... Nos finances ne s'en porteront que mieux, tout comme notre transit intestinal ! Parole de Lhaj Miloud ! ●

Une « Opportunité » pour les jeunes ? Vraiment !

Le gouvernement Akhannouch envisage de lancer, dans le courant des années 2022 et 2023, un programme appelé « Força » (opportunité).
Objectif : Offrir des emplois sur contrats « temporaires » à quelque 250 000 personnes, essentielle-

ment des jeunes. Adjoint au directeur du budget au ministère des Finances, Aziz Khayati, a livré plus de détails sur ce programme lors d'un colloque sur le projet de loi de finances 2022, organisé par le syndicat UMT, à Casablanca. Tablant sur la création de 125 000

en 2022 et 125 000 postes en 2023, les promoteurs de « Opportunité » visent, selon M. Khayati, à aider les jeunes qui ont perdu leur travail à cause de la crise sanitaire à trouver des jobs temporaires en attendant de retrouver un emploi stable. ●

OPÉRATION DE MIGRATION CLANDESTINE PAR LES AIRS...

IL FAUT S'ADAPTER, NOTRE
MODELE ÉCONOMIQUE DES
EMBARCATIONS DE FORTUNE
N'A PLUS D'AVENIR...

ET SI ON
PASSAIT AUX
SOUS-MARINS ?



Tourisme volcanique...

Le tourisme de catastrophe est en train de se développer avec la curiosité des touristes, éveillée par l'éruption volcanique récente de Cumbre Vieja sur l'île de la Palma qui fait partie de l'archipel des Canaries en Espagne. Si cette catastrophe a fait des dégâts dans plusieurs communes par ses coulées de lave et perturbé sérieusement le quotidien des habitants, elle a en revanche donné lieu à des excursions dans les parages qui ont permis à de nombreux touristes espagnols et européens d'appré-

cier le décor hostile fait de cendres et de monticules de laves refroidies dignes des ténèbres. Plusieurs centaines de vacanciers ont profité du pont de la Tousse saint pour affluer sur l'île. Le taux d'occupation hôtelière était tel que pas moins huit autocars bondés de touristes partaient toutes les demi-heures en direction du site. Avec la multiplication des événements extrêmes dus au dérèglement climatique, le tourisme de catastrophe ou du déchaînement des éléments a de l'avenir... ●



Côté BASSE-COUR



L'ONEE à fond (s) avec El Guerguarate et Bir Gandouz

En présence de Abderrahmane El Jaouhari, gouverneur d'Aousserd et de Jabrane Reklouï, patron de l'Agence pour la Promotion et le Développement Economique et Social des Provinces du Sud du Royaume (APDS), le directeur général de l'Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable (ONEE) Abderrahim E Hafidi, a lancé, le 6 novembre 2021, les travaux d'électrification et d'alimentation en eau potable du Poste Frontalier Guerguarate et de plusieurs projets d'envergure dans la province d'Aousserd. Ces projets, mis en chantier à l'occasion du 46ème anniversaire de la Marche Verte, s'inscrivent dans le cadre du plan de développement des provinces du sud doté d'un budget de 25 MMDH dont 15 MMDH d'investissements propres de l'ONEE. A l'horizon 2030, l'office a programmé dans cette partie du Maroc un investissement global d'un montant de 62,7 MMDH.

Côté branche électricité à l'échelle de la province d'Aousserd, plusieurs conventions de partenariat ont été signées entre l'ONEE et ses partenaires territoriaux, pour une enveloppe globale de 188 millions de DH.

Au niveau du centre de Bir Gandouz, 3 projets structurants sont en cours de lancement. Le premier concerne le raccordement du village de Pêche Lamhiriz au réseau électrique de Bir Gandouz pour un coût global de 40 MDH, financé en totalité par la région Dakhla Oued Eddahab. Ce projet dont la mise en service est prévue en 2023 vise à accompagner le développement économique de ce village de



Des projets essentiels très attendus par la population...

pêche via son électrification par le biais de départ moyenne Tension issue du poste 0.4/22 kV de Bir Gandouz avec la construction de 4 Postes de distribution, d'un réseau basse tension et de l'éclairage public.

Le second projet, qui sera opérationnel en novembre 2022, consiste en un poste élévateur de 0.4/22kV au niveau de la centrale de Bir Gandouz. D'une enveloppe globale de 17,4 MDH, cet investissement, cofinancé par l'ONEE, l'APDS, la commune de Bir Gandouz, la Direction générale des Collectivités territoriales et la région Dakhla Oued Eddahab, permettra de créer des départs moyenne Tension pour desservir en énergie électrique le

poste frontalier Guerguarate et le village de pêche Lamhiriz.

Le centre de Bir Gandouz bénéficiera également d'un autre projet de son éclairage d'un montant global de 2.4 MDH grâce à la mise en place de 115 candélabres avec luminaires LED et plus de 5 Km de réseau d'éclairage public.

Au niveau du centre d'Aousserd, un projet d'envergure d'un coût de 51,25 MDH qui sera incessamment lancé, consiste en l'hybridation de la centrale diesel existante par une centrale solaire avec un système de stockage.

S'agissant du poste frontalier Guerguarate, M. El Hafidi a lancé les travaux d'électrification de ce poste via son rac-

cordement au réseau électrique du centre de Bir Gandouz avec la construction d'un réseau de distribution MT et BT, le renforcement de la centrale de Bir Gandouz et la réalisation d'une centrale solaire avec système de stockage. L'enveloppe budgétaire dédiée à ce projet s'élève à 77 millions de DH cofinancé par l'ONEE, la Région Dakhla Oued Eddahab, la Direction générale des Collectivités Territoriales et l'APDS. La mise en service est prévue en Octobre 2022.

En matière d'eau potable, l'ONEE projette la réalisation et l'équipement d'un nouveau forage, d'une station de dessalement de l'eau de mer pour un débit de 432 m3/jour et la construction d'un réservoir surélevé avec une capacité de 200 m3. Ce nouveau projet, d'un coût de 24 MDH, financé par l'APDS (20 MDH) et l'ONEE (4 MDH), permettra de satisfaire les besoins en eau potable du centre à court et moyen terme.

S'agissant de l'activité Assainissement liquide, le projet en cours de réalisation, dont le coût est de 60 MDH, concerne la réalisation d'un réseau d'assainissement d'un linéaire de 15,5 km, de 2 stations de pompage et d'une station d'épuration de type lagunage naturel avec une capacité de 487 m3/j.

Cette infrastructure essentielle permettra d'améliorer les conditions sanitaires des populations bénéficiaires et de contribuer à la préservation de l'environnement et à la valorisation des eaux usées épurées avec la possibilité de leur réutilisation pour l'arrosage des espaces verts. ●

Le Beurgois GENTLEMAN

Khouribga, une ville française... (61)

Nous célébrons le centenaire de la ville de Khouribga et de l'OCP, l'Office Chérifien des Phosphates "Loufisse" voulu par Lyautey. "Jnaynar Lotti", comme le nommaient les Ouled Abdoun, en signant le décret du 27 janvier 1920, était le seul à être conscient du caractère exceptionnel de ce "Loufisse". En confiant l'exploration et l'exploitation de l'OCP au seul "Magasin" (ma5zen), Lyautey a ainsi évité la rapacité du secteur privé. Dès juin 1921, la première cargaison de phosphates est transportée à bord du train de Boujniba vers le port de Casablanca. Le gisement des Ouled Abdoun à Boujniba, dans les environs de la future ville de Khouribga, est le premier à être exploité. Les besoins de phosphates sont immenses dans le monde entier. Cependant, entre les deux guerres mondiales, la consommation reste médiocre dans une Europe meurtrie par la première guerre mondiale 1914-18. En Europe centrale, la consommation est limitée par le pouvoir d'achat. Les grosses récoltes nécessaires pour réduire les importations de produits agricoles ne s'obtiennent point sans phosphates. Les États à change déprécié se rendent compte qu'il est plus avantageux d'importer du phosphate que des produits agricoles. Les concurrents du Maroc ne sont pas à craindre, étant donné que, pour qu'une société exploite, il lui faut construire un port et une ligne de chemin de fer. Avant que ces travaux, d'une durée toujours assez longue, soient terminés, la consommation des phosphates aura augmenté fortement. Le plateau des Ouled Abdoun est riche et fournit un phosphate de bonne qualité. L'augmentation de son expédition dépend essentiellement de l'accroissement du débit de la ligne du chemin de fer reliant les mines à Casablanca. « Loufisse » va créer une installation mécanique de transbordement composée de basculeurs de wagons, élévateurs et silos de chargement. Elle

est capable de transborder 250 tonnes de phosphate à l'heure, avec un personnel réduit. La préparation souterraine du gisement continue à être poussée et de nouvelles méthodes d'abatage mécanique donnent de bons résultats. Les installations de stockage, de reprise aux stocks et d'embarquement permettent de mettre en stock ou sur navire 400 tonnes de phosphates à l'heure. Une nouvelle installation reçoit le minerai broyé et séché, par trains spéciaux composés de wagons à vidange automatique. Deux trains entiers sont déchargés en même temps, et le phosphate est aussitôt chargé en navire ou mis au stock par moyens entièrement mécaniques. L'organisation est conçue de telle façon que la reprise du stock, assurée en grande partie par simple gravité, sera toujours possible même simultanément au déchargement des wagons. Un accumulateur, formant régulateur de débit, a été placé sur le circuit du phosphate ; ses appareils de vidange mécaniques se trouvent dans une salle dominant le quai et le port et, de cet endroit, un seul mécanicien dirige la manœuvre. Deux portiques roulants, avec avant-bras relevable, peuvent recevoir le phosphate à n'importe quel endroit de leur parcours sur le quai, porteront le phosphate dans les cales, quelle que soit la position de celles-ci, à raison de 400 tonnes à l'heure. Le stock couvert renferme plus de cent mille tonnes. Cette installation, malgré sa puissance et son envergure, demande une quinzaine de surveillants pour assurer la marche normale, ce qui permet à « Loufisse » d'expédier son minerai avec une dépense infime de quelques centimes par tonne. ● (A suivre)

Beurgois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

Le Covid dope le business des assurances...

Malgré la persistance de la crise sanitaire, les assureurs marocains ont enregistré un résultat net de plus de 2,3 MMDH au premier semestre 2021, en hausse de 15,1% par rapport à la même période de 2020. Le résultat net global des entreprises d'assurances et de réassurance s'est établi à 2,38 milliards de dirhams (MMDH) à fin juin dernier, selon l'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale (ACAPS). Dans une publication relative aux indicateurs du secteur au titre du premier semestre 2021, l'ACAPS précise que les entreprises du secteur ont affiché des évolutions contrastées, notant, dans ce sens, que les assureurs directs ont comptabilisé un résultat net en hausse de 21,3%, marquant un retour à la dynamique positive, après la baisse de 25,2% enregistrée au premier semestre 2020. A contrario, le résultat net des réassureurs exclusifs a accusé une forte baisse à 89,3 millions de dirhams (MDH). ●



Côté BASSE-COUR



Mode opératoire innovant

Bienvenue à Clandestins Airlines



C'est un scénario digne des grandes productions hollywoodiennes. Un groupe de jeunes passagers marocains a réussi à pénétrer dans l'espace Schengen sans visa en recourant à un mode opératoire inédit pour réaliser une opération d'émigration clandestine par voie aérienne. Le procédé est si singulier que cette opération rocambolesque a fait le tour des médias nationaux et étrangers. Reliant Casablanca à Istanbul, l'avion d'Air Arabia, transportant ces candidats à l'émigration déguisés en passagers ordinaires, fera un atterrissage en catastrophe à l'aéroport de Palma de Majorque, vendredi 5 novembre, aux alentours de 19 heures en raison d'un passager qui a visiblement simulé un coma diabétique. Transféré d'urgence à l'hôpital avec un compagnon de voyage, il sera déclaré en bonne santé.

Cet acteur dangereux sera immédiatement coffré pour aide à l'immigration illégale et infraction à la loi sur l'immigration, tandis que l'individu qui l'accompagnait a pris la poudre d'escampette dès son arrivée à l'hôpital.

Aussitôt l'appareil immobilisé sur le tarmac, un groupe de jeunes s'est empressé de quitter la carlingue dans la précipitation. Sur la piste, on les voyait, grâce à une vidéo qui a immortalisé cet instant extraordinaire, courir à toutes jambes sur la piste plongée dans une nuit noire comme s'ils avaient aux trousses une horde de chiens enragés. La police réussit à interpellier 12 passagers indelicats alors que 12 autres sont toujours activement recherchés au moment de la rédaction de ces lignes. Les individus qui ont déguerpé seront poursuivis pour non-respect des règles de sécurité aériennes et entrée illégale sur le territoire espagnol, puis expulsées vers leur pays d'origine, a indiqué Aina Calvo, la représentante du gouvernement espagnol dans les îles Baléares qui, à ce stade de l'affaire, ne veut pas s'avancer avec certitude sur les raisons ayant poussé ces passagers pas comme les autres à jouer nuitamment les sprinters sur la piste d'atterrissage.

Cependant, les enquêteurs espagnols apprendront quelques jours plus tard que le fait divers de Majorque n'a rien d'un accident et qu'il s'agissait bien d'un plan conçu il y a plusieurs mois par un groupe Facebook marocain dénommé "Brooklyn" prétendument destiné à collecter des fonds à caractère caritatif. Cet incident a passablement perturbé le trafic aérien sur l'île de Majorque où une dizaine d'avions n'ont pas pu atterrir et une vingtaine de vols en partance ont subi des retards de plusieurs heures. Jusqu'ici, les clandestins entraînent illégalement en Europe par voie terrestre en se cachant dans des semi-remorques ou par mer sur des embarcations de fortune. L'opération de Palma de Majorque a révolutionné le mode opératoire de la migration clandestine et de ses réseaux. On ne ferme pas les frontières de l'imagination. Bienvenue à bord de clandestins Airlines... ●

MAROC: MATCHS DE FOOTBALL SANS PUBLIC

LE SOUTIEN DU PUBLIC NOUS MANQUE

MAIS AUSSI ET SURTOUT SON ARGENT...



MAROC : LA 3ÈME DOSE ANTI-COVID MOINS POPULAIRE QUE LES DELIX PRÉCÉDENTES...

POUR CHAQUE 3ÈME DOSE EFFECTUÉE, J'OFFRE UNE HOSPITALISATION GRATUITE...

3ÈME DOSE FIDELIO



ZAG

Coup de froid sur la levée du couvre-feu

Compte tenu de l'amélioration notable des indicateurs sanitaires liés au Covid (baisse des infections, du nombre de décès et des admissions en réanimation), le gouvernement Akhannouch a décidé, sur la base des recommandations du Comité scientifique et technique, d'alléger les mesures restrictives. Il s'agit principalement de la levée de l'interdiction de circuler de nuit sur tout le territoire national, à compter du mercredi 10 novembre 2021, tandis que les grands rassemblements qui accueillent les foules comme les stades de football restent interdits. A noter que la levée du couvre-feu nocturne coïncide avec l'arrivée du froid qui pousse généralement les gens, sauf pour des raisons impérieuses, à ne pas traîner dehors jusqu'à une heure indue. Extinction des feux et tous au chaud dès la tombée de la nuit. Avec l'espoir ardent que le covid fera long feu... ●

GME : Le Parlement européen semonce l'Algérie

La fermeture du Gazoduc Maroc-Europe (GME) par le régime algérien a été très mal accueillie par de nombreux responsables européens qui ont multiplié les déclarations d'incompréhension matinée d'une certaine indignation. Ces derniers ont découvert, à la faveur de cette affaire scabreuse, le vrai visage de la junte militaire aux commandes en Algérie. Ainsi du président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec les pays du Maghreb (DMAG), Andrea Cozzolino qui a vu dans la décision algérienne une «source de grave préoccupation». L'accord d'approvisionnement rompu par l'Algérie «concerne directement, non seulement le Maroc, mais aussi l'Union européenne», a rappelé M. Cozzolino, notant que «quelles que soient les raisons qui ont motivé une telle décision, l'utilisation de l'approvisionnement en gaz comme moyen de pression ne saurait constituer une solution appropriée». «Ceci est particulièrement vrai dans la période actuelle de forte tension sur les prix de l'énergie,

lorsque ce sont les citoyens européens qui risquent d'en faire les frais», a-t-il expliqué. Le président de la DMAG a appelé «le gouvernement algérien à reconsidérer cette décision et à reprendre la voie du dialogue».

«J'appelle également le Service européen d'action extérieure et la Commission européenne à engager une initiative diplomatique afin d'encourager les autorités algériennes à revoir leur décision», a ajouté M. Cozzolino. Pour le député européen Dominique Riquet, en visant le Maroc, l'Algérie «atteint l'Europe à un moment particulièrement inopportun», notant par ailleurs que, «cette fermeture sera à terme

porteuse de conséquences sur les revenus de l'Algérie». Un pays normalement constitué, fiable et crédible, qui œuvre dans l'intérêt bien compris de sa population et qui ne carbure pas à la haine et au chantage aurait évidemment agi différemment. Combinées, la fuite en avant et la fuite dans les neurones mènent à terme à des déflagrations... ●



ROYAUME DU MAROC



Agence Nationale de la Conservation Foncière,
du Cadastre et de la Cartographie

TÉLÉCHARGEZ EN TOUTE QUIÉTUDE VOTRE CERTIFICAT DE PROPRIÉTÉ

Paiement et téléchargement
via le portail

www.ancfcc.gov.ma



Pour toute information, Veuillez contacter le: 05 30 14 14 14
ou consulter le site : www.ancfcc.gov.ma



Le Maignet DU CANARD



La troisième injection ne soulève pas les foules

La dose de trop ?

La réticence de la population-cible, les seniors et les personnes souffrant de maladies chroniques, à dire oui à une injection censée renforcer leur immunité trouve son origine dans la peur de complications sérieuses post-vaccinales.

Ahmed Zoubair

La première dose « active » le système immunitaire, la seconde sert de rappel tandis que la troisième, baptisée « booster », est supposée renforcer encore la réponse immunitaire, plusieurs études ayant révélé que la protection du vaccin pourrait diminuer avec le temps, au bout de 6 mois.

Au total 1.523.603 de personnes ont reçu la 3ème dose du vaccin anti-Covid, au 35ème jour du lancement de l'opération à indiqué, dimanche 7 novembre, le ministère marocain de la Santé et de la protection sociale.

Contrairement à la première et deuxième dose, la campagne de rappel de la troisième semble patauger [ils étaient seulement 1 558 275 à la recevoir au 10 novembre]. En cause, la réticence de la population-cible, les seniors et les personnes souffrant de maladies chroniques à dire oui à une injection censée renforcer leur immunité par peur des effets secondaires.

«La fatigue et douleurs au point d'injection rougeurs, maux de tête, fatigue musculaire, fièvre, frissons et nausées» sont les effets indésirables bénins ressentis. Le degré d'intensité de ses symptômes diffère en fait d'une personne à l'autre.

La méfiance s'est emparée des esprits surtout après la circulation à grande échelle sur les réseaux de témoignages faisant état de complications post-vaccination sérieuses comme l'hémiplégie, voire le décès alors que le ministère de la Santé a fait, depuis le début, un black-out sur ces complications, préférant fonctionner intégralement sur le mode «vaccinez-vous, tout va bien». Du pain bénit pour les antivax et autres complotistes qui sévissent sur la Toile en montant en épingle tout ce qui tend à mettre en doute le bénéfice du vaccin.

Face à cette bronca qui va crescendo, Aït Taleb et ses équipes sont appelés à déployer des arguments scientifiques indiscutables pour convaincre les sceptiques et non de rappeler à la rescousse les imams de la prière du vendredi.

La vaccination est devenue plus suspecte avec l'instauration du pass vaccinal, devenu obligatoire pour accéder aux administrations publiques et même au travail. Ce qui a causé bien des désagréments aux citoyens non vaccinés ou anti-vax. Cette mesure brutale et impopulaire a déclenché dans le pays un mouvement de protestation et d'indignation qui a conduit à l'arrestation de plusieurs manifestants dans plusieurs villes. De nombreux



Khalid Ait Taleb et ses experts appelés à convaincre les sceptiques...

citoyens sont vent debout contre ce document jugé illégal ou anticonstitutionnel. Face à cette levée de boucliers contre le pass vaccinal, accompagnée de la prise de parole par les victimes du vaccin ou leurs proches, le département de Khalid Aït Taleb a dû assouplir sa politique en introduisant le 4 novembre l'attestation d'exemption de la vaccination délivré au profit des « personnes ayant des contre-indications ». Obtenir ce certificat n'a rien d'une simple formalité. Bonjour le parcours du combattant. Selon le ministère de

tutelle, l'immunité collective n'est pas encore atteinte alors que plus de 80% des Marocains éligibles aux deux injections ont été dûment vaccinés.

A la faveur de l'amélioration de la situation épidémiologique nationale, le gouvernement a décidé de lever le couvre feu nocturne. Une mesure prise dans le sillage de la sortie du Maroc de la troisième vague des contaminations et le déferlement de la cinquième vague sur l'Europe. Sur le front du Covid, l'accalmie pouvait-elle être autre chose que fragile ? ●

Un sous-contractant de Pfizer vacciné contre la rigueur.

On s'y attendait un peu depuis que le vaccin à ARN messager est accusé d'avoir provoqué de graves effets indésirables au Maroc. A Agadir, on déplore même le décès ; après son hospitalisation en urgence ; d'un trentenaire. Décès attribué au sérum américain de BioNTech. Le « Pfizer Gate » vient ainsi conforter les thèses des antivax du Maroc et ailleurs. Le scandale secoue internet depuis mardi 2 novembre. De quoi s'agit-il exactement ? Il s'agit d'un témoignage d'une ancienne employée d'un sous-traitant texan du laboratoire américain qui depuis sa révélation, le hashtag #PfizerGate, fait partie des sujets les plus débattus sur Twitter. Le témoignage, sous forme d'un article, publié mardi 2 novembre dans le British Medical Journal, intitulé « Covid-19 : un chercheur dénonce les problèmes d'intégrité des données dans l'essai clinique de Pfizer », accuse de graves manquements l'un des sous-traitants du laboratoire américain.

Ce qui ressemble à un scoop s'est vite propagé comme une trainée de poudre dans toute la galaxie antivax et des adeptes du complotisme.

« Le témoignage recueilli porte sur de potentielles mauvaises pratiques au

sein d'un laboratoire de Ventavia, spécialisé dans la tenue d'essais cliniques. L'entreprise texane était alors chargée de trois des 153 sites investis dans les essais cliniques de phase III du vaccin Pfizer-BioNTech. Une pratique courante et publique, réalisée sous la base d'un contrat de Société de recherche contractuelle. Seulement, l'un des trois sites est accusé de ne pas avoir respecté les règles élémentaires de l'évaluation de la sûreté et de l'efficacité d'un produit. » !

Mme Brook Jackson, lanceuse d'alerte, est une ancienne directrice régionale de l'assurance qualité, qui justifie de « quinze ans d'expérience dans la gestion de recherche clinique ». Or, l'intéressée n'a travaillé que pendant deux semaines chez Ventavia en septembre 2020, avant d'être licenciée pour avoir

dénoncé les pratiques peu orthodoxes de son employeur à la toute-puissante Food and drug administration (FDA) qui curieusement n'a pas donné suite à son alerte en ouvrant une enquête.

« Tout d'abord, le laboratoire aurait compromis l'attribution en « double aveugle » de certaines doses. Pour suivre cette démarche expérimentale, ni les patients ni les soignants ne doivent savoir si le produit administré est le vaccin ou le placebo. » Un manquement corroboré par une photo consultée par l'auteur de l'article qui montrerait des pochettes contenant les vraies doses de vaccin avec « les numéros d'identification des participants », laissées à la vue du personnel. De plus, « les formulaires d'attribution des médicaments étaient laissés dans les dossiers des participants ». Un dys-

fonctionnement qui aurait duré « deux mois après le début du recrutement », avec un impact potentiel sur les 1000 participants alors inscrits.

Mais ce n'est pas tout, Brook Jackson reproche aussi à son ex-employeur d'avoir tardé à remonter certains effets indésirables, avec des dizaines de signalements enregistrés avec plus de trois jours de retard, contre les 24 heures prévues par le protocole. La lanceuse d'alerte évoque également des doses mal stockées, mal étiquetées et des employés mal formés. Employés qui, selon la liste de « mesures d'action », diffusée aux dirigeants de Ventavia début août, auraient falsifié des données. Bref, de quoi piquer une crise de nerfs.

Toutefois, certains observateurs ont tenté de minimiser l'affaire en faisant remarquer que l'affaire ne concerne pas Pfizer directement mais un de ses sous-contractants qui plus est a mené les essais cliniques sur 1000 volontaires, ce qui représente 2,3% de l'ensemble des participants. Mais comment savoir que les mêmes pratiques dénoncées par cette femme ne sont pas monnaie courante chez le reste des sous-contractants ? ●



Le Maigret DU CANARD



Entretien avec Mme Asmaa Moussaid, Responsable du pôle Executive Education à l'ESITH

“Nous sommes à l’écoute des besoins du marché”

Dans cet entretien, Mme Asmaa Moussaid, Responsable du pôle Executive Education à l'ESITH, présente les grands axes de l'offre de formation continue de l'école ainsi que ses spécificités et ses points forts.

Propos recueillis par Jamil Manar

Le Canard Libéré : L'ESITH s'est lancée dans la formation continue au profit des cadres des entreprises. Qu'est-ce qui a motivé ce choix ?

Mme Asmaa Moussaid : L'ESITH colle de plus en plus aux préoccupations de l'entreprise, à travers sa direction Relations Entreprises, qui accompagne des partenaires industriels et de service, pour leur montée en performance et en agilité. A cet effet, notre école a pris conscience des enjeux et défis auxquels sont confrontés les managers d'aujourd'hui et s'est intégrée depuis 2012 dans une démarche du Lifelong-Learning au service des professionnels en exercice issus de divers secteurs économiques. Aujourd'hui, l'ESITH compte un pôle Exécutive Education placé sous la tutelle de la Direction Relations Entreprises, pour rester à l'écoute des besoins du marché et développer en conséquence des programmes de formation continue innovants conçus pour appuyer l'évolution de carrière des professionnels.

Est-ce que les cadres que vous recevez en formation continue arrivent à faire évoluer leur carrière au terme de leur apprentissage professionnel ?

La stratégie de communication sur notre offre de formation continue repose essentiellement sur la recommandation de nos formations, par les lauréats de l'Exécutive Education (EE) et de leurs entourage. Comme quoi, la meilleure publicité reste le bouche-à-oreille fondé sur une expérience vécue.

Ce qui prouve, si besoin est, que les lauréats de l'EE arrivent non seulement à faire évoluer leur carrière, mais ils vivent une véritable métamorphose dans leur façon de travailler tout en arrivant à valoriser leur employabilité. Chacun dans son métier (industriel, Maintenance, Logistique, QHSE, Achat, Marketing Digital...), les bénéficiaires de notre

formation continue sont un atout de taille pour l'entreprise dont ils contribuent à la réussite des projets de transformation qui nécessitent de nouvelles compétences.

Ces lauréats deviennent en quelque sorte les ambassadeurs de l'ESITH à travers leur apprentissage, qui est visible dans leur évolution de carrière, mais aussi dans leur épanouissement professionnel.

Nous sommes fiers d'avoir formé des lauréats qui ont obtenu des promotions intéressantes dans des postes de haute responsabilité. Certains ont grâce à leur passage à l'ESITH pu créer leurs propres entreprises.

Quelles sont les principales compétences que les cadres en formation continue à l'ESITH acquièrent à l'issue de leur apprentissage ?

La formation continue dispensée par l'ESITH dote le cadre d'une multitude de compétences, qui constitue la clé de voûte d'une évolution professionnelle garantie. Ces qualifications peuvent lui servir dans une carrière future ou en cas de reconversion de l'entreprise.

En plus, notre apport structure les connaissances, développe son savoir-être et favorise l'agilité d'esprit, et apporte à l'apprenant une boîte à outils métier, qui lui pourra être utile dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'opérationnalisation d'une stratégie métier.

Quelles sont les formations et les diplômes les plus prisés par les entreprises qui s'adressent à l'ESITH ?

La stratégie du pôle Exécutive Education, pour le développement des nouveaux programmes de formation, est bâtie sur une interaction continue avec les employeurs.

Nous sommes à l'écoute du marché à travers nos interventions de terrain auprès de nos entreprises partenaires et nos partenariats avec des associations sectorielles. Un programme de formation continue n'est déroulé que si l'employeur exprime un besoin en compétence, consenti après des analyses de



Mme Asmaa Moussaid, Responsable du pôle Executive Education à l'ESITH.

situation de travail (AST), ou une demande directe d'une association sectorielle.

On peut dès lors affirmer que tous nos modules de formation sont prisés par des managers et des entreprises qui cherchent une meilleure qualité de formation (Industriel, Maintenance et Lean Manufacturing, Logistique, Achat, RH, QHSE, Laboratoire d'analyse industriel, Marketing Digital...).

Quelles sont les caractéristiques de la formation continue destinée aux professionnels en exercice? Qu'est-ce qui la distingue des formations réservées aux étudiants ?

Un manager qui exerce sur le terrain, dans un métier qu'il a appris sur le tas, connaît parfaitement ses besoins en nouvelles compétences pour faire évoluer sa carrière. Il a besoin d'une formation pratico-pratique, basée sur des études de cas réelles, des Learning expédition, des Serious Games, des projets professionnels qui l'aident à résoudre des problématiques réelles auxquelles il est confronté, ou un projet de restructuration ou de transformation au sein de son entreprise...

La démarche pédagogique adoptée pour notre Exécutive Education met l'étudiant manager au cœur du programme.

Dans ce cadre, il est même envisageable de faire une reengineering d'une partie du programme pour répondre à des attentes liées aux secteurs de provenance des étudiants managers, ou à une tendance qui fait parler d'elle durant la période d'apprentissage.

Nous sommes flexibles et agiles et nous considérons l'étudiant manager comme un acteur de son propre apprentissage.

Quel est le profil des enseignants en charge de la formation continue à l'ESITH? S'agit-il d'enseignants classiques ou de spécialistes expérimentés ?

La force du corps professoral de l'ESITH réside dans sa double compétence terrain-pédagogie ; ce sont des anciens directeurs qui ont acquis une grande expérience pratique dans les métiers qu'ils enseignent et en même temps des docteurs ou docteurants dans la sphère de ses compétences avérées et reconnues. ●



Le Maigret DU CANARD



Gesticulations algériennes

Un curieux chantage... au suicide !



Par Hassan Benaddi

La tension qui monte au Maghreb, du fait de la posture belliqueuse des gouvernants d'Alger, est en train de se transformer en véritable chantage au suicide. Dans leur délire anti-marocain, ces derniers sont vraisemblablement sur le point de précipiter leur pays et l'ensemble de la région dans une aventure aux conséquences incalculables. Incapables de concevoir les voies et les moyens de sortir du cul-de-sac historique, dans lequel leur opportunisme et leur félonie les ont conduits, ils s'entêtent, en se drapant d'arrogance en guise de fierté et de déni des réalités en guise de fermeté. Le Maroc n'a pourtant pas cessé de multiplier les marques de conciliation, de respect strict des règles de bon voisinage et d'assurances solennelles, exprimées par la voie la plus autorisée, celle de son roi, de ne jamais rien permettre qui pourrait attenter à la sécurité de l'Algérie et aux intérêts de son peuple. Ce à quoi les « responsables » algériens ont opposé un torrent de mensonges et d'invectives, visant à envoyer au monde entier une image sciemment surfaite de voyous prêts à tout.

Ce faisant que cherchent-ils ? A quoi rime leur escalade dans les manifestations d'hostilité au Maroc ?

Au-delà des explications plausibles, qui mentionnent, à juste titre, l'aggravation des difficultés internes et l'incapacité d'y faire face, alors que la quasi-totalité de la population crie depuis des mois son raz-le-bol et son exigence d'un changement radical, il ne suffit pas d'invoquer la simple diversion par la désignation du danger extérieur, pour trouver une réponse suffisante. Oui, il faut aller bien au-delà. Et c'est vers l'Europe qu'il faut tourner le regard pour avoir un début de réponse à notre questionnement... C'est vers cette Europe hier si prompt à voler au secours des jeunes révoltées des printemps

Faut-il carrément questionner avec lucidité, et en toute sérénité, l'histoire tumultueuse de ce Maghreb face aux impérialismes, pour comprendre ce que servent les dictateurs d'Alger et qui ils servent en réalité ?

arabes, en Syrie par exemple, et surtout en Syrie, mais qui reste impassible face au Hirak algérien et face au cortège d'exactions et de répression des jeunes, qui n'ont jamais cessé de crier « Silmya, Sylmya, » dans l'indifférence, ou presque, des médias occidentaux !? Ou bien faut-il prêter attention aux « analyses fines » de certains think tanks, confectionneurs de stratégies, qui conseillent carrément aux décideurs européens d'œuvrer pour ralentir le développement du Maroc (sic), afin d'assurer l'équilibre du Maghreb... dans le sous-développement et la dépendance !? Faut-il carrément questionner avec lucidité, et en toute sérénité, l'histoire tumultueuse de ce Maghreb face aux impérialismes, pour comprendre ce que servent les dictateurs d'Alger et qui ils servent en réalité ?

La bienséance empêche de pousser plus loin ; jusqu'à exiger par exemple des puissances qui ont colonisé le Maghreb de dire la vérité, toute la vérité et rien que la vérité sur leur passage par ici... et surtout sur le dépeçage de l'Empire chérifien...

Ils n'en feront rien ; et c'est à nous qu'incombera cette tâche. C'est à nous, Mauritaniens, Marocains, Algériens, Tunisiens et Libyens, qu'incombe la tâche d'interroger méthodiquement et sereinement le passé, pour opérer le véritable travail salutaire de déminage. C'est ce qui permettra d'ouvrir la voie de nouvelles retrouvailles, avec nous-mêmes, et avec nos voisins, au nord et au sud de ce Grand Maghreb si prometteur et ô combien dispensateur de paix et de prospérité, pour les siens d'abord, et pour tous ses partenaires. Mais également capable de résister et de défendre sa terre et sa liberté contre toute domination.

Le Maroc, dans son élément maghrébin, a résisté et s'est toujours acquitté de son devoir de solidarité, tout au long de cette longue confrontation, que lui a imposée l'expansion coloniale européenne. Il a souvent été amené à consentir de douloureux sacrifices, dont on déjà témoigné de valeureux combattants algériens sincères. Les sultans alaouites n'ont jamais lésiné sur le devoir de rescousse, tout au long des siècles de la pénétration européenne, et souvent malgré le déséquilibre des forces. Les souverains marocains ont abrité, armé

et secouru, la résistance algérienne et le peuple frère d'Algérie, pendant sa résistance à l'occupation et au moment de sa lutte pour l'indépendance. Le peuple marocain est parfaitement au fait de ces vérités et en est plein de fierté. La falsification et le déni n'y pourront rien.

Alors pourquoi l'entêtement ?

L'escalade anti-marocaine exprime en fait le désarroi face aux nouvelles réalités du monde ; qui frappe de caducité la posture et la rhétorique d'une clique dédiée à une vaste escroquerie, qui remonte aux premières heures de l'indépendance algérienne et qui a procédé ni plus ni moins à la confiscation de la volonté du peuple algérien au bénéfice de cette clique, avec l'aval et la complicité du colonialisme, qui a tout concédé dans la forme, pour tout conserver quant au fond.

Devoir de solidarité

Grâce à la phraséologie révolutionnaire, de bon aloi au temps de la guerre froide, une camarilla s'est arrogée tous les droits et tous les pouvoirs, relayant au sein du Maghreb la pression permanente que les colonialistes n'ont jamais cessé d'exercer sur le Makhzen marocain, auquel, il devenait commode d'opposer l'Algérie « progressiste », voire « révolutionnaire » à une monarchie « obsolète », subjuguant dans le même jeu fallacieux bien de bonnes volontés naïves et bien d'enthousiasmes sincères...

Le rôle dévolu à cette Algérie « révolutionnaire » dans l'affaire du Sahara (1) n'aurait jamais pu fonctionner, sans le silence, voire la duplicité de la diplomatie des colonialistes... et de toutes les forces soucieuses de disposer de n'importe quel moyen de pression sur des entités nationales, comme le Maroc, connues à travers l'histoire pour leur attachement farouche à leur indépendance.

Ce n'est qu'au prix d'un engagement unanime et d'une cohésion inattendue du peuple autour la monarchie que le Maroc a pu déjouer le complot contre l'intégrité de son territoire national, sous le leadership de Hassan II, exactement comme il a pu triompher du complot du protectorat autour du leadership de Mohammed V. Sous la direction de Mohammed VI, le Maroc poursuit le défi de la consolidation de

ses acquis, fort de son intelligence remarquable des nouveaux enjeux du Monde, de sa vigilance intransigeante sur les impératifs de sa défense nationale, avec un sens aigu des nécessités de la collaboration loyale, multilatérale ou bilatérale, sur le front de la lutte pour la sécurité et la paix, dans son voisinage et partout dans le monde.

Avec cette vigilance de tous les instants, le Maroc nouveau observe une posture de main tendue et d'ouverture sur tous les partenariats mutuellement fructueux.

Rien d'étonnant qu'il applique la même politique d'ouverture dans son environnement immédiat. Ce faisant, il tend la main, fort de son bon droit et de la légitimité de son combat, pour faciliter à ses adversaires des moyens de sortir des impasses et des blocages hérités d'un autre temps, sans honte et sans déshonneur.

C'est tout le sens de l'invitation au dialogue sans condition, solennellement adressée par le roi, du Maroc.

Cette invitation ouvre pour les peuples du Maghreb les horizons prometteurs d'une véritable résurrection. Gâcher cette occasion et de surcroît se précipiter piteusement dans un chantage au suicide, c'est s'exposer au jugement impitoyable de l'Histoire... Le Maroc, pour sa part à la conscience et le sens du long cours. Il aura la patience et le courage d'attendre que mûrissent les fruits que la fraternité des peuples maghrébins ne cessera jamais de cultiver. Ils annoncent déjà l'avènement au sein de chaque contrée du Maghreb de pouvoirs et d'institution légitimes, condition nécessaire pour tout engagement unitaire sincère. ●

1) A lire le papier scandaleusement tendancieux, publié par Le Figaro du lundi 8 novembre, sur l'immence d'une escalade violente entre l'Algérie et le Maroc, on se demande si certains milieux nostalgiques anti-marocains, n'arrivent plus à se retenir. Ils brossent un tableau erroné des rapports de forces entre les deux pays, si erroné à faire croire à tous les débiles qui voudraient bien le croire, que la guerre ne sera pour le bellicisme algérien qu'une simple promenade de santé !



Le Maigret DU CANARD



Tribune Libre

Par **Abdeslam Seddiki** *

L'IRES s'interroge sur le monde post-covid

De l'État providence à l'État du «care»

Le dernier rapport stratégique de l'IRES (Institut Royal d'Études Stratégiques) pour 2021 vient d'être publié. Pandémie oblige, il porte sur le monde post-covid avec un large focus sur le Maroc et l'Afrique. C'est un document de référence à plus d'un titre. Il s'inscrit dans le prolongement de la réflexion que ce think-tank mène depuis sa création en 2007 avec une grande ouverture intellectuelle sur les divers apports scientifiques et leur intégration créative dans une approche stratégique et une démarche anticipative.

C'est cette méthodologie qui a prévalu dans l'élaboration du présent rapport. Ce dernier bien qu'il soit volumineux (plus de 350 pages), est facile à lire vu la manière didactique avec laquelle il a été conçu : des illustrations, des figures, des aperçus à retenir pour chaque chapitre... Tout cela rend la lecture du rapport aisée et fluide. Le lecteur qui aura du mal à comprendre le sens d'un certain nombre de notions et de concepts pourrait se référer à un lexique explicatif publié à la fin du document. La formule interrogative du titre du rapport n'est pas fortuite. Elle s'explique dans la mesure où l'on est encore au stade de la réflexion sur le nouveau monde et dont les premiers traits commencent à peine à apparaître. Une chose est cependant certaine : la profondeur de la crise que connaît le monde actuel et que le rapport a qualifié, à juste titre, de crise systémique. Celle-ci ne peut pas seulement être attribuée à la pandémie et aux mesures sanitaires qu'il a fallu prendre. « Il s'agit plutôt de la manifestation d'un monde qui peine à sortir d'un ordre ancien et désormais inadapté pour affronter la nécessaire transformation que lui impose l'évolution. » Cette crise systémique que vit le monde a ouvert des attentes et donné lieu à beaucoup d'espoir sur le monde d'après. Le rapport de l'IRES l'exprime dans un passage fort :

« Cette fois, ce ne sont pas seulement des réformes économiques qui sont espérées, mais une refonte générale, structurelle, de la civilisation occidentale qui s'est imposée au monde entier. Il est question ici d'en finir avec l'Anthropocène, de respecter la Nature, de réduire, voire abolir, les inégalités quelles que soient leurs formes, de respecter la dignité et la liberté de chaque être humain. Il est question de démocratie, de vivre ensemble, de bien-être, de paix. Bref, en un mot : il s'agit tout simplement de changer de monde. » Quel projet ambitieux !!

La pandémie semble, aujourd'hui, avoir permis d'atteindre une masse critique, regroupant à la fois les mécontents de la situation actuelle, les initiateurs de chan-

gements concrets (changemakers) et des penseurs suffisamment imaginatifs pour envisager de nouvelles alternatives globales et contribuer au changement de paradigme. Il ne reste plus qu'à convaincre les décideurs de la nécessité et de l'urgence de tels remaniements en profondeur.

Mais qui dit changement, ne dit pas forcément un changement vers le mieux. Il y a le risque que ça dérape vers le pire. Le rapport envisage deux scénarios fortement contrastés : « l'effondrement des sociétés humaines qui constitue une possibilité à laquelle les travaux de nombreux penseurs ont préparé les esprits (la collapsologie et le survivalisme) ; la construction d'un monde meilleur, sur des bases entièrement nouvelles en partant de la nécessité de tout repenser ». Bien sûr, on ne peut que s'inscrire dans ce dernier scénario comme le fait le rapport en se référant à Edgar Morin pour lequel « La crise épidémique, doit nous apprendre à mieux comprendre la science, à vivre avec l'incertitude et à retrouver une forme d'humanisme ».

D'ores et déjà, les germes d'un nouveau changement de paradigme apparaissent. L'intérêt croissant porté au bien-être de l'être humain, aux relations avec le vivant et, plus globalement, à la préservation de la Nature ainsi que la remise en cause des conditions de la croissance en sont les principales caractéristiques. Plusieurs plans de relance adoptés dans le monde en portent la marque. Ils pourraient contribuer à façonner un monde de demain plus apaisé.

Ce Monde de demain sera marqué par le retour spectaculaire de l'État partout à travers le monde. Cependant, c'est sur la scène nationale que l'État doit d'abord reconquérir sa crédibilité. Car injecter des financements et élaborer des plans de relance ne sont plus suffisants. L'État est en effet attendu sur trois fronts, en dépit des bouleversements macroéconomiques : l'amélioration des politiques sanitaires ; la capacité à anticiper les risques à venir et à mettre en place des politiques de prévention ; une transformation de l'action publique à la hauteur des enjeux posés par cette crise systémique, plus particulièrement une action efficace envers les populations en souffrance.

C'est pourquoi l'État d'une manière générale, quel que soit le pays concerné, ne peut plus se contenter d'une réforme de façade : le changement doit avoir lieu en profondeur et de manière radicale et être conforme à la nouvelle vision du monde qui émerge, caractérisée par :

- 1- une nouvelle approche de la souveraineté nationale qui, outre la recherche d'une autonomie stratégique en matière d'alimentation, de santé, d'énergie... pourrait conduire à la reconfiguration des chaînes de valeur mondiales au profit de chaînes de valeur régionales ;
- 2- un nouveau modèle de développement, plus durable, plus respectueux de la Nature et centré sur l'Humain ;
- 3- de nouveaux modes de gouvernance fondés sur une conception renouvelée de l'entité « État ».

Pour l'IRES, le temps est venu de construire une nouvelle composante de cette stratification : un État puissant, éclairé, sujet de droit et, désormais, un État du Care.

L'État du Care, une forme plus mature de l'État-providence, se distingue de celui-ci par son engagement moral et son mode d'action. Il ne se substitue pas à l'individu, mais l'accompagne, ne l'assiste pas, mais lui facilite les choses, ne l'asservit pas, mais le sert. C'est un État puissant, mais juste, rigoureux et transparent.

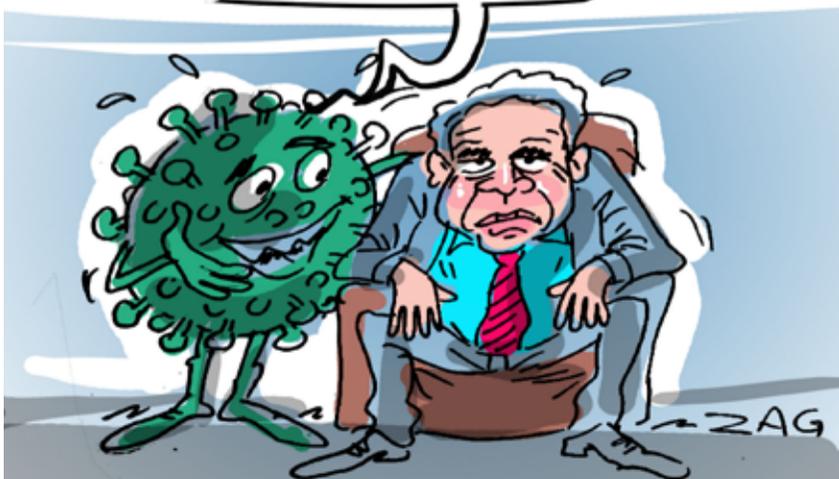
L'État du Care n'exprime pas seulement une vision, mais incarne une personnalité : celle d'un État digne qui se soucie de sa population et la protège, un État honnête qui respecte ses engagements et les principes de justice et d'équité, un État éthique qui satisfait aux exigences du respect des droits fondamentaux des êtres humains et du vivant.

Ce sont là quelques idées force d'un rapport riche et stimulant à la réflexion. Il mérite d'être lu attentivement par tous ceux et celles qui sont intéressés par l'édification d'un Maroc prospère et démocratique dans un monde plus juste et plus solidaire. ●

* **Economiste, ancien ministre de l'Emploi et des affaires sociales.**

COVID-19 : FIN DE LA 3ÈME VAGUE AU MAROC ET DÉMARRAGE DE LA 5ÈME EN EUROPE

SOUFFLE UN PEU AVANT QUE
JE NE LANCE LE PROGRAMME
DE LA SAISON 4...





Bec et ANGLE



L'entretien -à peine- fictif de la semaine

Nabila Mounib

Je suis majeure et non vaccinée

Une équipe du Canard a retrouvé la patronne du PSU Nabila Mounib dans un laboratoire où elle était en train de négocier des tarifs préférentiels pour les tests PCR dont elle est devenue coutumière.



Le vaccin anti-covid ce n'est pas votre tasse de thé et vous le criez haut et fort?

Enfin, j'ai trouvé une cause politique pour mon hizbicule qui n'en a pas : La défense bec et ongles des inégalités vaccinales. Avec un tel thème porteur qui parle aux différentes couches de la société, mon parti, jusqu'ici inconnu au bataillon, est bien parti pour devenir la première force politique du pays...

Le Covid est donc une aubaine pour vous ?

Et comment ! Laboratoires, médecins et autres biologistes, en profitent pour se remplir les poches, tandis que moi j'essaie de l'utiliser pour faire le plein de voix des

anti-vaccins. C'est le moment ou jamais.

Vous comptez rallier à la fois les voix des opposants au vaccin anti-covid et les victimes de la vaccination ?

Absolument. J'ai là un excellent matelas électoral qui se retrouve complètement dans ma croisade anti-covid qui génère des bataillons de sympathisants. Marteler que ce vaccin inventé par l'internationale pharmaco-politique qui cherche à tuer la moitié de l'humanité est plus vendeur que d'affirmer qu'il est le meilleur moyen de lutter contre le virus et atteindre l'immunité collective.

Aït Taleb et ses sbires ont beau défendre le contraire et le gouver-

nement mobiliser tous les imams de la planète, leurs arguments ne passent pas. Surtout que les langues des victimes des vaccins ont commencé à se délier sur les réseaux sociaux.

Ce combat flatte votre ego, non ?

Je suis devenue l'étoile de la toile au Maroc, celle qu'on écoute. J'ai réalisé un coup de maître et fait monter ma popularité virtuelle en me faisant refouler du Parlement faute de pass vaccinal alors que je disposais d'un test-PCR négatif en bonne et due forme. Face à la dictature sanitaire, il faut mobiliser

Comment vous définissez-vous ?

D'abord, je me réjouis de consta-

ter que ma voix d'unique député du gauchisme est autrement plus audible que toutes les oppositions des soi-disant grands partis comme l'USFP, le PPS et le PJD réunies. Comme quoi, c'est dans les petites boutiques politiques que l'on réalise les grandes entreprises populistes.

Comment allez-vous faire sans pass sanitaire ?

Faire des tests PCR tous les trois jours en supportant que l'on me trituré le nez en permanence. Vive la guerre des narines ! ●

Propos recueillis par Saliha Toumi

Les agréments de la copropriété (6)

J'avais donc fini par me rendre à l'évidence, il me fallait trouver un nouveau logement... La résidence se dégradait de jour en jour, nombre de copropriétaires ne payaient plus leurs charges et les ascenseurs étaient pour la plupart hors service, faute d'entretien... Quant aux malheureux gardiens, ils ne percevaient plus leurs maigres dus qu'un mois sur deux, dans le meilleur des cas !

La bonne nouvelle, si j'ose dire, c'est que notre immeuble était relativement épargné, notre ascenseur étant un des rares de la résidence encore en fonctionnement, et notre valeureux concierge répondant toujours présent en dépit de ses deux mois d'arriérés de salaire ! Par ailleurs, le marché de l'immobilier avait flambé depuis 1988, année où j'étais passé du statut de locataire à celui d'heureux propriétaire. Je pouvais donc raisonnablement envisager de réaliser une plus value appréciable d'autant plus que j'avais fait quelques travaux d'embellissement qui étaient du plus bel effet : peinture moderne, fusion du séjour avec le salon, placards en bois « dial chouk » dans la cuisine... Dans ces années-là, point de réseaux sociaux et de sites de ventes où vous pouviez proposer votre appartement à la vente directement, de particulier à particu-

lier, sans déboursier le moindre dirham. C'est dans les locaux du « Matin » que je me présentais donc, de bon matin, pour y déposer mon annonce en style télégraphique, en rognant au maximum sur le nombre de mots pour éviter une facture salée. La première semaine, je reçus deux ou trois coups de fil de curieux qui désiraient avoir plus d'informations... Mais pas une seule visite ! La semaine suivante, une dame d'un certain âge, et d'une classe sociale apparemment aisée, se présenta pour une visite. Elle nous précisa, d'emblée, que « c'était pour son fils » qui allait bientôt se marier, de peur sans doute que nous ne pensions qu'une dame de son rang ne se contente d'un modeste appartement dans une résidence de moyen standing... Je vous passe les remarques déplacées qu'elle fit à peu près sur tout, l'exiguïté des pièces, le carrelage de fabrication locale, l'ensoleillement insuffisant et tout le toutim... Et de conclure, avec un sourire qui se voulait complice, « je comprends pourquoi vous cherchez à vous en débarrasser » !

Bref, plusieurs semaines passèrent sans que notre appartement ne trouve preneur, les quelques rares visiteurs n'ayant fait aucune offre... Je commençais à désespérer lorsqu'un candidat sérieux se manifesta enfin... Et pas n'importe qui !

Il s'agissait, ni plus ni moins, d'un footballeur connu d'un grand club de la capitale, un des meilleurs défenseurs du championnat national qui jouait en équipe nationale ! Un jeune homme modeste et taciturne, de surcroît, qui se présenta accompagné d'un ami... Il fit un rapide tour de la « propriété », sans faire le moindre commentaire déplacé... Ce qui me changea passablement de la bourgeoise maniérée qui avait effectué la première visite ! Puis, il prit congé en promettant d'appeler dans l'après-midi pour me faire une offre, en précisant qu'il destinait cet achat à un investissement locatif.

Effectivement, il appela bel et bien quelques heures plus tard pour me faire part de son offre ferme et irrévocable... Laquelle correspondait, à 20.000 DH près, à mes prétentions... Autant vous dire que je m'empressais d'accepter sa proposition d'autant plus volontiers que je m'étais déjà engagé dans l'acquisition de mon futur logement...

Chose que je vous conseille de ne jamais faire... N'achetez jamais un logement avant d'avoir trouvé acquéreur pour l'ancien, c'est le stress assuré et le risque de laisser quelques plumes dans l'affaire ! ●

N. Tallal

Benmoussa chez le CDS de Benamour



Après une pause due à la crise sanitaire, le Conseil du développement et de la solidarité (CDS) a repris, vendredi 5 novembre à Rabat, son cycle de conférences en présentiel. L'invité de ce think tank de valeur, fondé par Mohamed Benamour, est Chakib Benmoussa, en sa qualité de président de la Commission spéciale sur le modèle de développement. Le conférencier, qui porte également la casquette de ministre de l'Éducation nationale, a présenté les principaux axes du rapport qu'il a supervisé devant un aréopage composé notamment d'intellectuels, d'hommes politiques, d'opérateurs économiques et de membres du CDS. S'ensuit un débat intéressant sur des thématiques pointues liées notamment à l'opérationnalisation des recommandations du rapport Benmoussa. Plus confiant dans l'avenir du Maroc, M. Benmoussa a estimé que le Maroc a les moyens de réaliser, à l'horizon 2030, en moyenne « un taux de croissance de 6% avec des variations oscillant entre 5 et 7% ». Le conférencier qui a fait montre d'optimisme et de réalisme dans ses réponses a toutefois indiqué que les objectifs escomptés ne pouvaient être atteints « sans la mobilisation de tous ». Pour lui, il s'agit d'une feuille de route qui interpelle toutes les forces vives de la nation qui doivent agir pour en concrétiser les objectifs. Tout un programme ! ●



Le MIGRATEUR



Infrastructure : Les démocrates américains mettent le paquet

Après une journée d'impasse, les démocrates ont finalement rangé de côté leurs clivages entre progressistes et centristes pour adopter un méga projet de loi de 1,75 trillion de dollars (1750 milliards de \$) sur les autoroutes, le haut débit et d'autres améliorations de l'infrastructure, et l'envoyer au président Joe Biden pour signature. Le vote de 228 voix contre 206 vendredi soir est un triomphe substantiel pour les démocrates de Biden, qui se sont chamaillés pendant des mois sur les projets de loi de dépenses ambitieux qui constituent l'essentiel de son programme national.

L'administration de M. Biden va maintenant superviser la plus grande modernisation des routes, des chemins de fer et des autres infrastructures de transport des États-Unis depuis une génération, ce qui, a-t-il promis, créera des emplois et stimulera la compétitivité des États-Unis. Les démocrates ont encore beaucoup de travail à faire sur le deuxième pilier du programme intérieur de M. Biden : une expansion radicale du filet de sécurité sociale et des programmes de lutte contre le changement climatique. Avec un coût de 1 750 milliards de dollars, ce paquet serait la plus grande expansion du filet de sécurité américain depuis les années 1960, mais le parti peine à s'unir autour de ce méga chantier.

Les dirigeants démocrates espéraient faire adopter les deux projets de loi par la Chambre vendredi, mais ils ont reporté l'action après que les centristes ont exigé une comptabilité non partisane de ses coûts - un processus qui pourrait prendre des semaines. Après des heures de réunions à huis clos, un groupe de centristes a promis de voter en faveur du projet de loi d'ici le 20 novembre - à condition que le Congressional Budget Office, organisme non partisan, constate que ses coûts correspondent aux estimations de la Maison Blanche.

« Bienvenue dans mon monde. Voici le parti démocrate », a déclaré la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, aux journalistes plus tôt dans la journée. « Nous ne sommes pas un parti à pas de velours ». Le projet de loi de 1 750 milliards de dollars a franchi un obstacle de procédure par un vote de 221 contre 213 tôt samedi, ce qui permettra aux dirigeants démocrates de programmer rapidement un vote final le moment venu. L'impasse est survenue quelques jours après que les démocrates ont subi des pertes dans des élections d'État étroitement surveillées, faisant craindre qu'ils puissent perdre le contrôle du Congrès l'année prochaine. Le projet de loi sur l'infrastructure a été adopté avec le soutien de 13 républicains, respectant ainsi la promesse de M. Biden d'adopter une législation bipartite. L'expression « semaine de l'infrastructure » était devenue une



La Chambre des représentants a approuvé le paquet d'infrastructures tard vendredi.

Congrès doit également faire face à l'imminence de la date limite du 3 décembre pour éviter une « fermeture du gouvernement » (shutdown) politiquement embarrassante et un défaut de paiement de la dette fédérale économiquement catastrophique.

Avec des majorités très étroites au Congrès et une opposition républicaine unie, les démocrates ont besoin d'unité pour adopter des lois.

Le projet de loi sur les infrastructures, qui a été adopté par le Sénat en août avec 19 voix républicaines, financerait une modernisation massive des routes, des ponts, des aéroports, des ports maritimes et des systèmes ferroviaires américains, tout en développant les services Internet à large bande. Le paquet « Build Back Better » comprend des dispositions sur la garde d'enfants et l'enseignement préscolaire, les soins aux personnes âgées, les soins de santé, le prix des médicaments sur ordonnance et l'immigration. Il renforcerait la crédibilité de la promesse de M. Biden de réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre des États-Unis par rapport aux niveaux de 2005 d'ici 2030, lors de la conférence des Nations unies sur le climat qui se déroule à Glasgow, en Écosse.

Les républicains s'opposent uniformément à cette législation, la présentant comme une expansion spectaculaire du gouvernement qui nuirait aux entreprises. C'est potentiellement un jour très noir pour l'Amérique », a déclaré le représentant républicain Glenn Grothman du Wisconsin (fief de M. Trump), qui a qualifié les dispositions de la législation en matière de garde d'enfants et d'éducation préscolaire d'effort « marxiste ». Pour lui le gouvernement fédéral élève les enfants. ●

punchline de Washington pendant les quatre années de son prédécesseur Donald Trump à la Maison Blanche, lorsque les plans visant à mettre l'accent sur ces investissements ont été radotés à plusieurs reprises par des scandales.

« Dans plusieurs générations, les gens regarderont en arrière et sauront que c'est à ce moment-là que l'Amérique a gagné la compétition économique du 21e siècle », a déclaré M. Biden dans un communiqué.

Le parti est impatient de montrer qu'il peut faire avancer le programme du président et repousser les défis des élections de mi-mandat de 2022, au cours desquelles les républicains chercheront à reprendre le contrôle des deux chambres du Congrès, qu'ils ont perdu au profit des démocrates sous Trump. Le

Le Premier ministre irakien échappe à la mort

Le Premier ministre irakien Moustafa Al-Kadhimi est sorti indemne d'une tentative d'assassinat par drone piégé dimanche à Bagdad, ont déclaré des responsables, dans un incident qui fait monter la tension dans le pays quelques semaines après des élections générales contestées par des milices chiites soutenues par l'Iran.

Six membres de la garde personnelle de Al-Kadhimi postés devant sa résidence dans la Zone verte [pourtant hautement sécurisée] ont été blessés, ont déclaré des sources de sécurité aux médias. Trois drones ont été utilisés dans

l'attaque, dont deux ont été interceptés et détruits par les forces de sécurité, tandis qu'un troisième drone a touché la résidence, a déclaré l'agence de presse nationale INA, citant un porte-parole du ministère de l'Intérieur. Un porte-parole du commandant en chef des forces armées a déclaré que la situation sécuritaire était stable à l'intérieur de la zone verte fortifiée, qui abrite la résidence, les bâtiments du gouvernement et les ambassades étrangères, après l'attaque du drone. Aucun groupe n'a immédiatement revendiqué la responsabilité de l'attaque. Cette attaque est survenue deux jours après de vio-



L'attaque est la première à viser la résidence de M. Al-Kadhimi, au pouvoir depuis mai 2020. (AFP)

lents affrontements à Bagdad entre les forces gouvernementales et les partisans des partis politiques soutenus par l'Iran, dont la plupart ont une branche armée, depuis que ces groupes ont perdu des dizaines de sièges au Parlement à l'issue des élections générales du 10 octobre. M. Al-Kadhimi a ordonné une enquête sur les morts et les blessés parmi les manifestants et les forces de sécurité lors de ces affrontements. Le président Barham Salih a condamné l'attaque comme un crime odieux contre l'Irak. « Nous ne pouvons pas accepter que l'Irak soit entraîné dans le chaos et un coup d'État contre son

système constitutionnel », a-t-il déclaré dans un tweet. Le religieux musulman chiite Moqtada al-Sadr, dont le parti a été le plus grand vainqueur des élections du mois dernier, a qualifié l'attentat d'acte terroriste contre la stabilité de l'Irak visant à « ramener l'Irak à un état de chaos qui sera contrôlé par des forces non étatiques ». Le département d'État américain a quant à lui condamné l'attaque et offert son aide pour l'enquête. « Cet acte de terrorisme apparent, que nous condamnons fermement, a été dirigé contre le cœur de l'État irakien », a déclaré le porte-parole Ned Price dans un communiqué. ●

Crise Paris-Alger : Tebboune tempère



Aucun Algérien n'accepterait que je contacte ceux qui nous ont insultés », explique le président Abdelmadjid Tebboune à l'hebdomadaire allemand Der Spiegel. Cette phrase comprend deux lignes cachées. La première : le président algérien se cache derrière le peuple pour justifier ses décisions anti-françaises (rappel de son ambassadeur à Paris et fermeture de l'espace algérien aux avions militaires français). La deuxième : Tebboune voudrait bien renouer le dialogue avec Macron - qui a dit publiquement qu'avant la colonisation française de l'Algérie en 1830 il n'existait pas de nation algérienne -, mais qu'il en est incapable ; le général Big Brother Chengriha & et son armée qui le surveille en piqueraient une crise. Résultat : Pas de leur à l'horizon sur ce front diplomatique. Le président algérien Abdelmadjid Tebboune ayant prévenu samedi qu'il ne fera pas « le premier pas » pour tenter d'apaiser les tensions provoquées par des propos critiques

d'Emmanuel Macron sur la « nation » algérienne. « Je n'ai pas de regrets. Macron a rouvert un vieux conflit de manière totalement inutile », dénonce le dirigeant algérien dans une interview accordée à l'hebdomadaire allemand Der Spiegel. « Si (le polémiste d'extrême droite Eric) Zemmour dit quelque chose comme ça, qu'importe, personne ne fait attention. Mais quand un chef d'État déclare que l'Algérie n'était pas une nation distincte, c'est très grave », fustige-t-il. Dans ces conditions, « je ne serai pas celui qui fera le premier pas, prévient le chef de l'État algérien. Sinon je vais perdre tous les Algériens, il ne s'agit pas de moi, mais d'un problème national ». Mieux : Tebboune est même favorable à envoyer son armée au Mali pour y jouer les suppléants de l'armée française pourvu que l'offre séduise Macron. Macron sortira-t-il son kleenex pour sécher ses armes et appeler Tebboune pour demander pardon ? ●

UN PLAN DE DÉVELOPPEMENT POUR LA KABYLIE





Can'Art et CULTURE



« Héritages », un livre dédié à la jeunesse marocaine

« Dans le cadre de mon travail avec les jeunes de Connect Institute, je leur explique les étapes de notre histoire, leur présente quelques personnalités. J'ai essayé de rendre ce travail accessible à tous les jeunes à travers ce livre », nous confie Taha Balafrej.

La jeunesse marocaine ne dispose pas des clés pour se comprendre, pour aimer son pays. A travers ces héritages particuliers, le lecteur est invité à découvrir la profondeur et la richesse de ce qui constitue la personnalité marocaine de manière générale. Préfacé par Abdelfattah Kilito, ce livre, écrit à l'intention de la jeunesse marocaine, peut servir de pont entre les générations d'avant et d'après l'indépendance. Mais aussi de lien entre les générations d'avant et d'après Internet. « L'auteur, de par son parcours professionnel et personnel, plaide par cet écrit pour la nécessaire renaissance culturelle que doit connaître notre région si elle veut retrouver une place dans ce monde. » En quelque 400 pages, 22 chapitres et 103 sous parties, l'auteur inventorie son patrimoine culturel. Des personnages, des lectures, des lieux, des expériences défilent entrelacés dans le temps et dans l'espace, allant de Fatima Mernissi, Jurgi Zaydane, Abdallah

Laroui à des recommandations de lecture, en passant par le cinéma italien ou encore l'Europe centrale.

« J'ai puisé dans mes propres héritages, mes lectures, mes rencontres avec des personnalités, mes voyages... et j'ai senti le devoir de transmettre ces derniers à un grand nombre de jeunes qui en ont besoin, mais qui n'expriment pas ce besoin. Ils revendiquent des droits qui sont presque annulés à cause de l'ignorance », poursuit l'auteur. « La jeunesse a besoin de culture et d'ouverture d'esprit pour pouvoir naviguer dans ce monde qui l'exige », déclare l'auteur avant de déplorer que « l'imagination et le rêve soient éteints chez nos jeunes. C'est un livre qui a pour but de les aider à avancer et de leur redonner espoir ». Le livre, que l'auteur a présenté le jeudi 4 novembre 2021 dans les locaux de Connect Isdarat, est disponible dans les librairies dès cette date. Il sera également traduit en arabe.

Docteur en mathématiques, Taha Balafrej a exercé durant plusieurs années en tant qu'enseignant universitaire. En 2010, il a été nommé directeur de l'Environnement et du développement durable au sein d'OCP. Il a dirigé le programme OCP Skills qui a permis à des milliers de jeunes de se former et de trouver un emploi. Depuis 2014, et afin de



partager les fruits et leçons de ses diverses expériences, il a créé à Agadir « Connect Institute », une organisation qui vise à accompagner les jeunes dans leur accomplissement personnel et professionnel. Cette organisation éducative, développée en un réseau comptant plusieurs centres, accueille des centaines de jeunes dans diverses localités du Maroc. Basé à Agadir, et comptant sur un large réseau de soutiens, l'Institut offre à ses membres un environnement stimulant pour l'esprit et les sens. Il propose une série d'expériences et d'événements, où on peut explorer de nouvelles

possibilités, mettre en commun ses découvertes et ses connaissances, trouver de l'inspiration, se détendre, transformer ses idées /développer des idées et se transformer.

A travers, entre autres, des ateliers réguliers, des séminaires thématiques, des séances de Yoga ou des classes de théâtre, l'Institut vise à connecter individus et groupes, perspectives et potentiels, pour élargir les horizons et partager curiosité, sensibilités et passions pour le monde qui nous entoure. Leader au Maroc en matière d'éducation alternative, Connect Institute a vu ses centres fréquentés par plus de 500 lauréats de 2014 à 2020. ●

Visa For Music 2021 en mode hybride

Après une édition 100% digitale en 2020, « Visa For Music », le premier festival et marché professionnel des musiques d'Afrique et du Moyen-Orient, se tiendra cette année en mode « hybride » du 17 au 26 novembre 2021 à Rabat. Organisé sous le Haut patronage du Roi Mohammed VI, Visa for Music maintient son engagement et revient le temps d'une édition « hybride » qui se tiendra du 17 au 20 novembre 2021 pour les showcases en digital et le 25/26 novembre pour les conférences en présentiel, indique vendredi un communiqué des organisateurs.

«La situation sanitaire actuelle oblige les acteurs de la culture à trouver de nouveaux modes de travail, de nouvelles manières de présenter la musique et de renforcer le lien avec le public. Malgré l'impossibilité d'organiser des concerts et événements de grande ampleur, la mission du festival est de continuer de mettre en lumière les artistes talentueux et passionnés, pour le plus grand plaisir du public », précise-t-on.

Le festival sera l'occasion d'enregistrer des concerts en formats de capsules vidéo pour une sélection de groupes marocains et résidents au Maroc, de même qu'il réunira une brochette d'artistes dont Draganov (Oujda), Cranky (Agadir), Izouran N-Sahara (M'hamid El Ghizlane), Aghroomers (Rabat), Meryem Aboulouafa (Casablanca), Kawtar Sadik (Casablanca), Aezaddy (Salé), Urban Folklore (Rabat), Leil (Rabat), Iguidr (Agadir), Lord Mehdi (Oujda), Dania (Berkane), NDRK (Rabat, Beni Mellal), Ayoub Hattab (Casablanca), Hind Ennaira (Essaouira), les Rrways du Souss (Agadir, Casablanca) et Bnat El Houariyat & Esraa Warda (Marrakech, USA).

Pour cette édition hybride, précisent les organisateurs, Visa For Music proposera des conférences professionnelles les 25 et 26 novembre pour débattre du rôle de la production et de la diffusion dans le secteur musical et du poids économique et social des industries culturelles et créatives. Ces conférences se dérouleront en présentiel pour les intervenants nationaux et quelques internationaux, avec une transmission digitale afin de permettre aux intervenants internationaux de participer également, souligne le communiqué, notant que le marché des professionnels de la musique se tiendra, quant à lui, dans le respect total des conditions sanitaires. De l'avis des organisateurs, le succès de l'édition précédente, qui a fait plus de 1.7 millions de vues sur Youtube, démontre l'importance de continuer de se réinventer, et de rencontrer le public sur les plateformes digitales. Sa création en 2014, par la structure d'ingénierie culturelle Anya, Visa For Music, le premier marché professionnel et festival des musiques du Maroc, d'Afrique et du Moyen-Orient, a placé au cœur de ses missions la question de la structuration et de la professionnalisation de la filière musicale, et plus largement du secteur culturel. ●



Le Maroc invité d'honneur du festival Med Film à Rome

Le Maroc est l'invité d'honneur du festival Med Film dont la 27ème édition a été ouverte vendredi soir à Rome. Dix jours de projections, de débats, de masterclass et de rencontres avec de jeunes auteurs et des maîtres du septième art pour célébrer la créativité méditerranéenne dans un contexte marqué par le retour des salles de cinéma avec une capacité

de 100%, s'est réjoui Giulio Casadei le directeur du festival. « Ce festival, consacré à la promotion du cinéma des pays de la Méditerranée, est l'une des manifestations cinématographiques les plus en vue en Italie », a souligné, dans un message vidéo, l'ambassadeur du Maroc à Rome, lors d'une conférence de presse dédiée à la présentation de l'édition 2021. Le Maroc, fidèle au Med film Festival, tient toujours à participer aux différentes manifestations qui célèbrent la diversité des expressions artistiques et l'héritage commun de la région méditerranéenne, a indiqué le diplomate marocain. La participation du Royaume, acteur impliqué et dynamique dans la coopération culturelle euroméditerranéenne, permettra de faire découvrir au public italien la



diversité de notre cinéma, dont la production a considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies, a expliqué M. Balla, notant que les films marocains, en tête du box-office national, sont souvent sélectionnés pour participer à des prestigieux festivals internationaux, notamment ceux de Cannes et de Berlin. Le film marocain «Casablanca beats» du réalisateur, Nabil Ayouch, est en lice pour la compétition officielle du festival. Ce long métrage, choisi pour représenter le Maroc dans la présélection des Oscars 2022, a remporté le prix du cinéma positif au Festival de Cannes 2021. De leur côté, les films «Jmar» de Samy Sidali et «Le Départ» de Saïd Hamich Benlarbi seront en compétition pour le prix international du court métrage.

Dans le cadre de l'hommage rendu au Royaume, plusieurs films marocains seront projetés tout au long du festival. Il s'agit notamment des longs métrages « Before the Dying of the Light » de Ali Essaf et « Mort à vendre » de « Faouzi Bensaidi » et des courts métrages « Aya Goes to the Beach » de Maryam Touzani, « Bout-à-bout » de Asmae El Moudir, « Mutts » de Halima Ouardiri et « Valse avec Asmahane » de Samia Charkioui. ●

Rabat capitale culturelle du monde islamique en 2022

La ville de Rabat a été désignée capitale culturelle du monde islamique pour l'année 2022, a annoncé, vendredi, le directeur général de l'Organisation du monde islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO), Salem Ben Mohamed El Malek.

Cette annonce a été faite lors d'une conférence de presse conjointe avec le ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, Mohamed Mehdi Bensaid, au siège du ministère à Rabat. A cette occasion, El Malek a indiqué que le choix de Rabat « nous place devant un grand défi, celui d'œuvrer à ce que cette ville soit la ville des lumières et du savoir, comme devrait l'être toute autre capitale culturelle dans le monde islamique ». « C'est la moindre des choses à offrir à cette ville qui abrite le siège de l'ISESCO », a-t-il ajouté, tout en exprimant ses remerciements et sa gratitude au

Roi Mohammed VI pour Son soutien constant à l'ISESCO.

Il a ensuite souligné qu'une réunion consultative aura lieu le 22 novembre en vue de discuter des différents programmes que l'Organisation élabore conjointement avec le ministère. Pour sa part, Bensaid a estimé que la désignation de la ville de Rabat comme capitale culturelle du monde islamique pour l'année 2022 contribuera à la relance culturelle post-covid au niveaux local et national. Un programme comportant une série d'activités et impliquant les différents secteurs gouvernementaux ainsi que les autorités locales de la région Rabat-Salé Kénitra, sera mis en place pour la circonstance, a-t-il ajouté. Par la même occasion, Bensaid a souligné l'importance de cette rencontre qui témoigne de la densité du partenariat unifiant les deux parties dans les domaines de la culture et de la jeunesse. ●



Et Batati ET BATATA



Bizarre



Prix de la France moche

L'association Paysages de France vient de décerner son palmarès 2021 des « Prix de la France moche » et a décidé de récompenser Montalieu-Vercieu, en Isère, pour l'accumulation de panneaux publicitaires. Une initiative pas du tout du goût des habitants et de la mairie, rapporte France Bleu Isère mercredi 3/11. « C'est dur, quand même, de dire moche », a ainsi réagi une riveraine tandis qu'une commerçante dénonce un prix qui n'aurait pas été attribué à une grande ville comme Lyon. « Entre le Rhône, les montagnes, on est bien à Montalieu ! », assure-t-elle. Sur son site, l'association Paysages de France explique vouloir lutter contre la prolifération des panneaux publicitaires, qui défigurent les villes. Selon la structure, il est possible pour les municipalités d'agir « en instaurant ou modifiant un règlement local de publicité, ou en demandant aux préfets d'intervenir pour des publicités en infraction ». Pierre-Jean Delhousse, représentant de l'association en Isère, estime que le maire de Montalieu-Vercieu n'a pas enclenché les démarches nécessaires pour éviter la multiplication des publicités. ●

(E)garée au même coin depuis 1970

Un véritable monument de la ville. Une vieille voiture garée ou égarée depuis presque un demi-siècle au même endroit est devenue un symbole local à Conegliano, en Italie. Le véhicule appartient à un habitant âgé de 94 ans, rapporte le média local Il Gazzettino. Angelo Fregolent a garé pour la dernière fois sa Lancia Fulvia en 1974 sur une place de parking devant le kiosque à journaux qu'il tenait avec sa femme. L'Italien se servait de sa voiture pour y stocker diverses choses, son logement se trouvant également juste au-dessus du kiosque. En partant à la retraite, le commerçant n'a pas jugé bon de déplacer sa voiture et ne l'a plus jamais utilisée, raconte CNews (4/11). 47 ans, une durée suffisante pour faire du véhicule une attraction locale, fréquemment photographiée par les touristes et progressivement devenue un symbole de Conegliano. La Lancia Fulvia est même référencée comme lieu de patrimoine sur Google Maps. ●

Patate-(ras) !

Colin et Donna Craig-Brown désherbaient leur jardin près de Hamilton, en Nouvelle-Zélande, lorsqu'ils ont découvert une énorme patate... probablement la plus grosse jamais répertoriée. Après sa découverte le 30 août dernier, la pomme de terre du couple est vite devenue une sorte de célébrité locale si bien qu'elle a été baptisée « Doug ». Afin de la montrer au plus grand nombre, Colin lui a même construit une petite plate-forme à roulettes. Il faut dire que la bête n'est pas légère : sur la balance, elle pesait 7,9 kilogrammes (17,4 livres), mais une pesée plus « officielle » dans un magasin agricole local affichait 7,8 kg. Dans le Guinness World Records, la pomme de terre la plus lourde enregistrée est un monstre britannique de 2011 qui pesait un peu moins de 5 kg. Le couple a donc demandé à Guinness de reconnaître Doug comme la plus grosse patate du monde et attend une réponse. Purée ! ●



Rigolard



***Un ventriloque s'adressant** à sa marionnette dans un spectacle :

- Bonjour Tataouet, es-tu en forme aujourd'hui?

La marionnette répond (avec une voix nasillarde) :

- Oui, et pour vous le prouver je vais vous raconter une histoire belge.

Tout d'un coup un belge se lève dans l'assemblée et dit :

- Y en a marre ; Les blagues sur les belges il y en a assez, il faut vous renouveler !

Le ventriloque reprend sa voix normale et dit :

- Excusez-moi monsieur mais le spectacle est prévu comme ça, mais je vous promets que l'année prochaine je changerai, soyez gentil laissez-moi terminer.

Le belge furieux répond :

- Toi le grand ta gueule, c'est au petit que je parle !

***Un couple va à la pêche** pour leurs vacances près d'un parc national.

Le mari aime pêcher à l'aube ; son épouse préfère lire.

Un matin, le mari revient après plusieurs heures à la pêche et décide de faire un petit somme. La femme décide de prendre le bateau. Elle n'est pas familière avec le lac donc elle rame, ancre le bateau et commence à lire son livre.

Peu après arrive le garde forestier dans son bateau. Il s'approche du bateau et dit :

- Bonjour, Madame. Qu'est-ce que vous faites?

- Je lis mon livre, répond-t-elle et elle pense « Est-ce que ce type est aveugle ou quoi ? »

- Vous êtes dans une zone interdite de pêche, dit-il.

- Mais, Officier, je ne pêche pas. Est-ce que

vous ne pouvez pas voir cela ?

- Mais vous avez tout l'équipement, Madame. Je vais devoir vous emmener et vous accuser.

- Si vous faites cela je vous accuserai de viol, répond la femme furieusement.

- Je ne vous ai même pas touché, rouspète le garde forestier.

- Oui, c'est vrai... Mais vous avez tout l'équipement nécessaire !

***Dans un restaurant du Vieux-Nice**, un touriste parisien appelle le garçon :

- On étouffe, ici ! Mettez donc en marche l'air conditionné.

- Bien, monsieur.

Dix minutes plus tard, le touriste dit au garçon :

- On gèle, ici ! Arrêtez un peu l'air conditionné.

- Bien, monsieur.

Un quart d'heure se passe :

- Garçon ! C'est une véritable fournaise. Remettez en marche l'air conditionné.

- Bien, monsieur.

Un autre touriste, assis à une table voisine, dit au garçon :

- Vous avez une drôle de patience avec ce genre de loustic.

- Oh ! vous savez, répond le garçon, l'essentiel est qu'il soit content. Parce qu'entre nous, nous ne l'avons pas encore fait installer, l'air conditionné.

***Un petit garçon dit à son père :**

- Papa, s'il te plaît, donne-moi deux euros pour un pauvre monsieur qui crie dans la rue...

- Bien sûr, fait le père. Et qu'est-ce qu'il crie ce pauvre monsieur ?

- « Glaces ! Deux parfums, deux euros ! »

A VENDRE

Appartement bien
entretenu deuxième main

Superficie 128 m²

sur boulevard de la
Résistance, près 2 mars
à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces.
Bien aéré et ensoleillé.
Situé au dernier étage
(7ème). Sans vis-à-vis.
Doté d'une terrasse
vue sur mer.

Contact:
0661252000

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point
d'Europe et Boulevard Zerkouni
Contactez-nous au 0661177444





Et Batati ET BATATA



Mot Fléchés

Musicien suisse	Monnayer	Résulte	Achevera	Possessif
Musicien français	Titres	Note	Commune de Finlande	Retom-bées en flocon
Rayons				
Foyer				
		Sorte de panier	Unité	Lune de Jupiter
Sensibilités			Conjonction	
Ville ancienne				
	Aimée de Zeus		Animal	
	Parfumées		Fleuve côtier	
Assez			Conscience personnelle	
L'argent est son domaine			Intercalé	
				Vive
Se moquer			Prénom	
Commune française			De même	
		Réduction de voile		Pronom personnel
		Type de diffusion		Eclat d'une perle
Ebrécherait	Taillée			Pronom personnel
	Note			
Armée			Outil	

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement :

- 1 : Os de la main
- 2 : Conjonction de coordination - Clairement écrit
- 3 : Changements de quart - Partie du jour
- 4 : Revêtements
- 5 : Grande école - Type de Société
- 6 : Négation - Comme du mica
- 7 : Protections - Chemin des écoliers
- 8 : Arrivée - Chanteuse
- 9 : Voie - Agent secret
- 10 : Enfoncement

Verticalement :

- 1 : Soldat
- 2 : Immortel - Article
- 3 : Prénom - Anneau
- 4 : Ville de Syrie - Partie du pain
- 5 : Cultivées
- 6 : Dieux nordiques - Démonstratif - Pronom réfléchi
- 7 : Réductions de voile - Passage - Partie du jour
- 8 : Métal - Etendue d'eau - Dépôt
- 9 : Roi d'Israël - Partie d'un pays
- 10 : Paraîtront

Mots Mêlés

E	N	E	S	T	O	B	E	U	Q	A	P
R	E	N	G	O	E	L	E	T	T	E	I
E	T	I	E	S	Y	A	W	M	A	R	T
T	T	S	R	D	E	M	E	D	N	A	T
P	E	U	I	E	R	U	T	I	O	V	E
O	R	O	V	Y	S	E	P	U	O	C	L
C	R	M	A	A	H	S	E	L	T	U	O
I	A	I	N	C	V	U	O	I	U	A	I
L	H	L	I	H	E	B	C	R	A	E	R
E	C	N	G	T	L	N	I	A	R	T	B
H	E	L	I	B	O	M	O	T	U	A	A
P	E	T	T	E	L	C	Y	C	I	B	C

- HELICOPTERE
- AUTOMOBILE
- BICYCLETTE
- CABRIOLET
- PAQUEBOTS
- CHARRETTE
- LIMOUSINE
- TRAMWAYS
- CARROSSE
- GOELETTE
- PENICHE
- VOITURE
- TANDEM
- BATEAU
- NAVIRE

- TRAIN
- COUPE
- YACHT
- VELO
- AUTO
- BUS

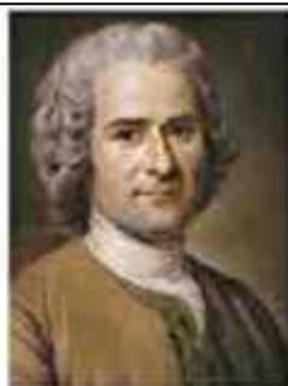


Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contienne une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.

						1	7	8	3
6	3	7		9	2			5	4
3		9	1						6
		8	7	2	6	3			
7					9	5			2
1	5		6	4		9	3	8	
8	6	4	9						

A méditer



« C'est l'abus de nos facultés qui nous rend malheureux et méchants. »

Jean-Jacques Rousseau, Émile.

Solution des jeux du numéro précédent

Su-Do-Ku

3	7	6	5	2	9	4	8	1	
9	2	8	3	4	1	7	6	5	
1	5	4	6	7	8	9	3	2	
8	3	5	7	9	4	2	1	6	
4	9	1	2	8	6	3	5	7	
2	6	7	1	3	5	8	9	4	
5	4	2	8	1	3	6	7	9	
6	8	9	4	5	7	1	2	3	
7	1	3	9	6	2	5	4	8	

Mots Mêlés

Mots mêlés « oiseaux » :
Solution : chardonneret

Mots fléchés

C	E	A	S	U					
C	A	R	P	E	N	T	I	E	R
R	E	I	T	E	R	E	S		
C	A	S	T	R	E	G	U		
C	E	R	E	R	E	E	L		
A	T	R	E	S	O	R	T	E	
E	V	V	E	T	H				
A	R	E	N	I	C	O	L	E	S
I	S	E	R	R	E	R	A		
G	E	U	E	M	S				
L	U	N	E	T	T	E	F		
U	L	M	L	E	U	R	R	E	
E	P	A	I	S	S	E	U	R	

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	N	A	V	I	G	A	T	E	U	R
2	I	N	E	L	E	G	A	N	T	E
3	A	I	N	L	E	S	A	M		
4	I	L	E	S	S	H	I			
5	S	I	R	E	S	E	R	S		
6	E	N	A	U	M	E	S	A		
7	R	E	M	U	E	M	E	N	T	S
8	I	E	S	U	N	I	E	S		
9	E	R	S	E	S	T	A	L	E	
10	S	U	S	A	I	S	I	E	S	



تمويلكم
٠٠٠٣٠٣١١٨١
TAMWILCOM

La CCG devient **TAMWILCOM**

Parce que le Maroc change, que les entreprises et leurs besoins évoluent, la CCG devient TAMWILCOM. Nos missions : faciliter l'accès au financement des entreprises, stimuler l'investissement et favoriser l'entrepreneuriat à grande échelle.

Tamwilcom est la marque commerciale de la Société Nationale de Garantie et du Financement de l'Entreprise

Construire l'avenir
www.tamwilcom.ma